

**Le conflit indochinois**

**Phnom-Penh ne négociera pas avant le retrait des «occupants»**

LIRE PAGE 6

**Le Monde**

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,60 F

Algérie, 1,50 fr.; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Liban, 1 DH; Autriche, 11 sch.; Belgique, 2 francs; Grèce, 0,75; Luxembourg, 3,50 fr.; Espagne, 25 pes.; Croatie, 200 kn.; Irak, 20 dr.; Iran, 50 rials; Italie, 350 L; Libye, 175 L; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 din.

Tarif des abonnements page 22

5, EUR DES PÉTROLIERS  
1000 PARIS - CHAMPS ELYSÉES  
C.G.P. 6201-22 Paris  
Téléx Paris nr 62007  
Tél : 246-72-22

**La visite du président Carter en France | La politique pétrolière****Les limites de la non-prolifération nucléaire**

Avant de quitter Washington, M. Carter avait clairement laissé entendre que son séjour à New-Delhi serait dominé par l'éloge de la démocratie qu'il voulait prononcer devant le Parlement indien. Le séjour du président risque fort, cependant, de passer à l'histoire non pas pour cette intervention générale, mais pour l'incident significatif qui a eu lieu lundi à l'issue de sa rencontre avec M. Desai : ignorant que des micros étaient restés branchés, le président des Etats-Unis « confia » à M. Vance que le premier ministre indien était resté « intraitable » sur la question de la prolifération nucléaire et qu'il conviendrait de lui rappeler, par une lettre « froide et directe », la position de Washington...

L'épisode est symbolique des difficultés que les Etats-Unis rencontrent pour imposer des contrôles difficilement comparables avec le respect de la souveraineté nationale de leurs amis. La controverse avec l'Inde, qui souffre d'un grave manque d'énergie naturelle, porte sur les livraisons d'uranium enrichi américain : pour les poursuivre, les Etats-Unis voudraient étendre leurs contrôles à toutes les installations nucléaires indiennes. Car l'expérience nucléaire effectuée en 1974 par New-Delhi a confirmé ce que l'on soupçonnait depuis longtemps : les programmes nucléaires « civils » peuvent facilement être détournés à des fins militaires.

M. Desai n'a pas céssé aux demandes de M. Carter, qui n'en a pas moins donné le feu vert pour de nouvelles livraisons d'uranium enrichi et d'eau lourde. Cela ne signifie pas que l'affaire est réglée : elle rebondira à coup sûr lorsque le Congrès américain adoptera une législation limitant encore plus les transferts de technologie et de matière nucléaire.

Encore ces limitations, qui vont dans le même sens que les directives du Club de Londres arrêtées pour renforcer les contrôles, désormais jugés insuffisants, prévus par le traité de non-prolifération (T.N.P.) : ne supprimeraient-elles pas toutes les possibilités de détournement. Une étude officielle américaine, réalisée en 1977, montre qu'un pays qui en aurait la volonté politique et qui aurait un niveau technologique très moyen — celui de la petite industrie chimique, par exemple, — serait capable en quelques mois de construire une usine de retraitement « grossier » capable de produire quotidiennement quelques kilos de plutonium ; de quoi donc se deter d'un armement nucléaire.

La lutte contre la prolifération peut prendre plusieurs formes : politique tout d'abord, comme le prévoit le T.N.P. et divers accords bilatéraux existants ; technique ensuite, par la limitation des transferts de technologie ou par leur mise sous surveillance accrue, comme l'organisent les directives de Londres.

Face aux pays de plus en plus nombreux qui, s'inspirant du T.N.P., réclament, en échange du contrôle, le libre accès à la technologie nucléaire civile, une autre démarche devrait bientôt s'imposer : celle d'une collaboration internationale qui assure à chacun la satisfaction de ses besoins énergétiques. Telle est d'ailleurs la position de la France.

C'est une telle conception qui devrait présider à l'élaboration de ces « centres multinationaux de retraitement », dont la création a été suggérée par l'agence internationale de l'énergie atomique. Ce pourrait être également l'objectif de la « banque internationale de combustible » que prône le président américain. Bien qu'il ne faille pas s'attendre à des développements rapides, le sujet, en tout cas, sera au centre des entretiens de M. Carter avec M. Giscard d'Estaing.

**Trois thèmes domineront les entretiens : sécurité, énergie, crise économique**

Le président Carter arrivera mercredi 4 janvier, à 15 heures, à Orly. Ce sera l'avant-dernière étape de son voyage, qui se terminera à Bruxelles. Il aura, dans la matinée, conféré pendant deux heures à Assouan avec M. Sadate. Le chef de l'exécutif américain consacrera l'après-midi de mercredi à des entretiens avec les dirigeants d'Arabie Saoudite. A Ryad, l'*« Okzair*, quotidien officiel, rappelle que les principales revendications arabes sont « la libération de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem, et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien ». La nation arabe, poursuit le journal, tout en appréciant le rôle joué par les Etats-Unis, exprime son ferme attachement à l'instauration d'une paix juste et durable.

Le président Carter arrivera mercredi 4 janvier, à 15 heures, à Orly. Ce sera l'avant-dernière étape de son voyage, qui se terminera à Bruxelles. Il aura, dans la matinée, conféré pendant deux heures à Assouan avec M. Sadate. Le chef de l'exécutif américain consacrera l'après-midi de mercredi à des entretiens avec les dirigeants d'Arabie Saoudite. A Ryad, l'*« Okzair*, quotidien officiel, rappelle que les principales revendications arabes sont « la libération de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem, et le droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien ». La nation arabe, poursuit le journal, tout en appréciant le rôle joué par les Etats-Unis, exprime son ferme attachement à l'instauration d'une paix juste et durable qui ne se réalisera que si les revendications arabes sont satisfaites.

Avant de quitter Washington, M. Carter avait signé avec M. Desai, premier ministre du gouvernement de New-Delhi, une déclaration commune. En dépit de leur différend sur la question de la non-prolifération, les Etats-Unis livreront cette année à l'Inde 7,7 tonnes d'uranium enrichi.

Le problème de la non-prolifération sera vraisemblablement abordé dans le « chapitre énergie » des discussions entre MM. Carter et Giscard d'Estaing. La crise économique occidentale et les questions de sécurité constituent les deux autres volets des entretiens.

En quatre heures de tête à tête, mercredi 5 et jeudi 6 janvier, suivi d'un bref entretien échangé vendredi matin, MM. Giscard d'Estaing et Carter ne pourront que survoler les problèmes mondiaux auxquels la France et les Etats-Unis sont confrontés. Les deux hommes, ils se verront si leurs vues à long terme concordent, laissant à M. Kissinger et à son secrétaire d'Etat américain, M. Vance, d'aborder le détail de certains aspects de l'actualité. Les entretiens, tels qu'on les imagine du côté français, devraient être consacrés le premier jour à une discussion générale « quasi philosophique » et, le second, à des problèmes plus spécifiques.

M. Giscard d'Estaing, ce qui caractérise le monde d'aujourd'hui, c'est qu'à la compétition Est-Ouest, qui a longtemps prévalu, s'est ajoutée la compétition Nord-Sud. Avec la décolonisation, l'aide au développement, des initiatives pour lancer un dialogue Nord-Sud et la détentor, la France a depuis quelque temps déjà, tiré les conséquences de cette situation.

Pour répondre au défi du monde multipoles contemporains, M. Desai n'a pas céssé aux demandes de M. Carter, qui n'en a pas moins donné le feu vert pour de nouvelles livraisons d'uranium enrichi et d'eau lourde. Cela ne signifie pas que l'affaire est réglée : elle rebondira à coup sûr lorsque le Congrès américain adoptera une législation limitant encore plus les transferts de technologie et de matière nucléaire.

Devant les membres du corps diplomatique qui lui présentent les revues traditionnelles, M. Giscard d'Estaing a évité, le lundi 2 janvier, la grande répétition qui a jailli au Proche-Orient et évoqué l'action de la France « indépendante dans ses décisions et solidaire dans ses engagements ». Devant les diplomates africains, le président de la République a assuré que la France « ne menace personne », mais ajoute : « Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation ». Cette allusion au soutien accordé par la France à la Malaisie dans sa lutte contre le Polisario semble être une discrète mise en garde à l'intention d'Algérie au moment où s'accentue la dégradation des relations franco-algéries que décrit notre correspondant à Alger en page 2.

M. Giscard d'Estaing ne donne pas que les valeurs démocratiques soient non seulement les meilleures, mais les plus efficaces. Il ne doute pas non plus que tel soit le point de vue de M. Carter (c'est d'ailleurs, en substance, ce que celui-ci a déclaré à New-Delhi). Force est cependant de constater que si M. Carter a, vis-à-vis de l'Europe, un style beaucoup moins brutal que M. Kissinger, son approche n'est pas fondamentalement différente de celle de l'ancien secrétaire d'Etat : dans la confrontation (sur les droits de l'homme, par exemple) e o m me d'autre, il estime que l'homme reste essentiellement axé sur l'interlocuteur soviétique.

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 3.)

**La crise saharienne****Paris s'opposera à la « déstabilisation » de ses alliés africains**

Devant les membres du corps diplomatique qui lui présentent les revues traditionnelles, M. Giscard d'Estaing a évité, le lundi 2 janvier, la grande répétition qui a jailli au Proche-Orient et évoqué l'action de la France « indépendante dans ses décisions et solidaire dans ses engagements ». Devant les diplomates africains, le président de la République a assuré que la France « ne menace personne », mais ajoute : « Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus faibles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation ». Cette allusion au soutien accordé par la France à la Malaisie dans sa lutte contre le Polisario semble être une discrète mise en garde à l'intention d'Algérie au moment où s'accentue la dégradation des relations franco-algéries que décrit notre correspondant à Alger en page 2.

Le vingt-neuf ans pour le chef de file des courants dits « nouveaux philosophes ». Il expose ici ses réflexions personnelles sur les rapports entre la morale et l'histoire dans un entretien avec Gilbert Comte, journaliste et écrivain.

**LES GRILLES DU TEMPS****Entretien avec Bernard-Henri Lévy**

Auteur de « la Barbarie à visage humain » (Grasset), Bernard-Henri Lévy, normalien, agrégé de philosophie, passe

à vingt-neuf ans pour le chef de file des courants dits « nouveaux philosophes ». Il expose ici ses réflexions personnelles sur les rapports entre la morale et l'histoire dans un entretien avec Gilbert Comte, journaliste et écrivain.

**I. — « Quand on veut institutionnaliser le bonheur on finit souvent en gardien de camp »**

« En ce monde foudroyé, il n'est que matins noirs, crêpuscules sans aurores et la nature est plus blême encore que la culture qu'elle a si gée », écrit-il dans le livre auquel vous êtes présenté, « remontrances ». Une description aussi lugubre corrèt-

pond effectivement à un sentiment de crise assez répandu. Nous sortons quand même d'une période de fêtes où nos contemporains sont partis en vacances, se sont amusés comme d'habitude, et n'ont pas paru particulièremment blêmes ni foudroyés. N'existe-t-il pas,

entre eux et les philosophes, deux manières vraiment inconciliables d'opérer et de comprendre le monde ? Qui se trompe ?

— Vous probablement, ou plutôt tous ceux qui, depuis quelques mois, me font dire que je ne pas entendre et s'acharnent à tout méli-mélo. D'un côté, il y a le romantisme plat des orphelins professionnels, des décadents au spleen facile, des mouches tsé-tsé parisiennes que n'ai rien à voir avec cela, je ne suis ni sombre, ni atrabilaire, ni défaillante, ni désenchantée.

— Autrement dit, être pessimiste cela veut dire, si vous voulez, prendre parti pour ces gens contre les précheurs de lumières qui, d'Augustin à Hegel, appellent les « philosophes de l'histoire ».

Propos recueillis par GILBERT COMTE

(Lire la suite page 2.)

**AU JOUR LE JOUR****L'agent X 24 cherche un emploi**

Les espions vont connaître l'angoisse du chômage, puisque la CIA, soucieuse de limiter ses dépenses, a décidé de licencier une partie de ses agents. Dans les petites annonces, on tira peut-être bientôt que l'agent X 24 cherchait un emploi. Qui ne s'interrogerait sur l'avenir des spécialistes du renseignement ?

Menacé, dit-on, par les progrès de l'informatique et de la mise en fiches, ils peuvent aussi redouter que leur métier ne devienne demain l'offre de tout le monde. N'allons-nous pas vers une époque de haute surveillance, où chaque citoyen se chargera d'espionner son voisin, quand il ne sera pas occupé à espionner lui-même ?

FRANÇOIS BOTT

**ALAIN PEYREFITTE**  
de l'Académie française

**Les roseaux froissés**  
roman

**Le mythe de Pénélope**  
essai

**Discours de réception à l'Académie française et réponse de Claude Lévi-Strauss**

**GALLIMARD**

l'âme d'un désespoir sans issue : sans issue, sauf précisément celle d'une remise en cause de celle lui-même.

— Autrement dit, être pessimiste cela veut dire, si vous voulez, prendre parti pour ces gens contre les précheurs de lumières qui, d'Augustin à Hegel, appellent les « philosophes de l'histoire ».

Propos recueillis par GILBERT COMTE

(Lire la suite page 2.)

**Le premier anniversaire du Centre Georges-Pompidou**

Il y aura un an, le 1er février, Beaubourg ouvrira ses portes au public. Nous présenterons dans le prochain numéro du « Monde » un premier bilan des activités du Centre. Nous ouvrirons ce dossier par ce témoignage du peintre Yacov Agam, qui fut l'ami de Georges Pompidou (pour lequel il réalisa un salon au Palais de l'Elysée) et qui rappelle ici quelle devait être, selon l'ancien président de la République, la vocation du Centre Beaubourg.

**La création orpheline ?**

par YAACOV AGAM

Le Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou fêtera déjà son premier anniversaire. Les uns sont fiers du retentissement national et mondial, de plusieurs millions de visiteurs, d'une série impressionnante de manifestations et expositions artistiques ; d'autres soulignent le gigantisme de l'entreprise. Miss à part certaines locales (organiques pour les uns, inévitables pour les autres), on pourra dire que le Centre Pompidou a pris sa vitesse de croisière.

Je voudrais, quant à moi, en toute sérenité et connaissance de cause, confronter la réalité du présent avec l'espoir suscité dans le passé parmi tous les artistes créateurs ; tout en étant un fervent ami, fidèle et dévoué aux intérêts du Centre, je trouve nécessaire de faire certaines observations.

J'ai eu le grand privilège de m'entretenir à plusieurs reprises avec le président Pompidou sur un sujet qui l'intéressait et lui était cher : comment favoriser la création contemporaine d'œuvres d'art et de l'esprit, le diffuser et en faire bénéficier le plus grand nombre de citoyens. Il me semblait évident qu'il ne s'agissait pas, dans l'esprit du président, de construire simplement un musée de plus — si grand, passionné et doté d'énormes moyens de documentation, diffusion et animation, fini.

(Lire la suite page 13.)



## LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

## Les voeux du président de la République

**La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité**

déclare M. Giscard d'Estaing

Les cérémonies de présentation des voeux au président de la République se sont poursuivies, lundi après-midi 2 janvier, au palais de l'Elysée, après le déjeuner qui y a réuni MM. Raymond Barre, premier ministre ; Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale ; Alain Poher, président du Sénat ; Gabriel Veltz, président du Conseil économique et social, et Roger Frey, président du Conseil constitutionnel. Rendant aux bureaux des Assemblées, M. Giscard d'Estaing a émis le souhait que « l'œuvre législative associée de manière plus régulière, plus équilibrée, l'action du gouvernement et celle, éminente, du Parlement ».

Devant les représentants des pays ayant conclu des accords particuliers avec la France, le président de la République a évoqué « les tensions et même les conflits qui ont eu tendance, ces dernières années, à apparaître en nombre aussi bien qu'en gravité et qui menacent de déstabiliser de larges parties du continent africain ».

« C'est pourquoi », a-t-il dit, « il m'apparaît aujourd'hui que le premier objectif, vers lequel doivent tendre toutes les énergies du continent africain, c'est la paix. Seul le maintien de la paix peut permettre de respecter la priorité due au développement économique et social, pour lequel il me paraît important que l'Afrique trouve, conformément à son génie propre, un modèle qui soit bien à son avantage et qui soit bien en rapport avec ses besoins, sa géographie, ses économies et de leurs peuples et de leurs familles. »

« Cette volonté de paix ne doit pas être comprise comme un signal de passivité ou d'abandon. Nous nous refusons à ce que nos amis africains, en particulier les plus fidèles d'entre eux, soient soumis à des menaces de déstabilisation. Nous souhaitons ardemment que tous les conflits qui ont éclaté, ici et là, trouvent entre Africains selon des procédures en cours, une solution pacifique. Mais on doit faire tout ce qu'il faut pour maintenir sur la solidarité de la France. La France n'abandonnera pas les faibles dans l'exercice de leurs

droits légitimes à l'indépendance et à la sécurité. Bien entendu, la France ne menace personne, et n'a jamais songé à menacer qui que ce soit. Et d'ailleurs a-t-on jamais vu la France prendre la partie des forts contre les faibles ? »

M. Giscard d'Estaing a abordé devant les membres du corps diplomatique, la situation au Proche-Orient. « En 1977 », a-t-il déclaré, « une grande espérance a jailli. Puisse l'année 1978 justifier cette espérance en apportant des réponses qui permettront un règlement d'ensemble juste et durable, répondant aux droits de toutes les parties intéressées ». Il a ajouté : « L'Etat a émis le souhait, de toute part, que « les travaux des Nations unies, au printemps

prochain, soient l'occasion de franchir une nouvelle étape vers la limitation des armements et de leur déploiement. »

Le président de la République a insisté, carin, sur la nécessité d'une meilleure coordination des relations économiques internationales et sur l'action européenne nécessaire pour y parvenir. Il a conclu en ces termes : « C'est à cette action internationale que la France indépendante dans ses décisions, solidaire dans ses engagements, soucieuse d'assurer sa sécurité elle-même, mais ouverte à la détente et à la recherche de la paix, consciente de l'effort de solidarité internationale, continuera d'apporter son concours en 1978. »



(Dessin de KONZ)

## LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

## Les thèmes des entretiens à Paris

(Suite de la première page.)

On peut classer en trois chapitres les sujets qui seront probablement abordés : la sécurité et les relations Est-Ouest, l'énergie et les rapports Nord-Sud, les problèmes économiques occidentaux.

• LA SECURITÉ. — Du côté français, on constate que le champ du dialogue soviéto-américain s'est beaucoup étendu depuis que M. Carter est à la Maison Blanche. Jusqu'alors limité aux armements stratégiques (SALT), il s'étend maintenant à la recherche d'un équilibre militaire dans l'océan Indien, l'arrêt total des explosions nucléaires (négociations auxquelles la Grande-Bretagne sera jointe) et aux ventes d'armes classiques. Les trois sujets de conversation auxquels la France est intéressée : elle est présente dans l'océan Indien ; elle a besoin, pour maintenir la crédibilité de sa force de dissuasion, de poursuivre, pour le moment, les explosions nucléaires ; pour les ventes d'armes, le gouvernement français est disposé à faire une concession, mais à condition qu'il soit générale, c'est-à-dire qu'il y ait peu de lobe et y ait moins. En leur absence, le refus de vendre des armes aux pays qui en ont besoin serait, estimait-on à Paris, leur coup.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale chargé de suivre la négociation. Sous cette forme, le gouvernement français a refusé, mais il n'est pas sûr qu'il fasse des propositions.

Concernant les SALT, les États-Unis ont proposé lors du dernier conseil atlantique la création d'un comité quadripartite avec la France, la Grande-Bret

## EUROPE

## République démocratique allemande

## L'authenticité du « manifeste » des contestataires n'est pas évidente

Allemagne de l'Est — La question de l'authenticité du « manifeste des communistes démocratiques » d'Allemagne de l'Est (Le Monde du 3 janvier) est clairement posée. Le porte-parole officiel de Bonn a déclaré que le gouvernement fédéral ignorait tout d'un groupement oppositionnel en R.D.A. et suggéré qu'il pourrait s'agir de « cercles privés ».

Selon notre correspondant à Bonn, deux arguments plaident en faveur de l'authenticité de la réaction des autorités de la R.D.A., qui dénoncent toutes au vif les développements consacrés à la réunification de l'Allemagne, argument qui aurait été évité si les auteurs avaient appartenus aux services secrets de l'Est ou de l'Ouest. La confusion régnante dans les rangs de l'armée autrichienne devrait aussi être évitée par des « faiseurs intelligents », selon la *Französischer Allgemeine Zeitung*.

Qu'il s'agisse d'un faux, le philosophe Wolfgang Harich l'a déclaré. Mais il a été incarcéré de 1967 à 1968 pour avoir prôné des idées radicales dans un document, et rende encore en Allemagne de l'Est. Son jugement n'est plus convaincant que celui de M. Jurk Becker, qui ne

## « L'HUMANITÉ » ANNONCE LA LIBÉRATION DU CINÉASTE SERGE PARADJANOV

« Le cinéaste Serge Paradjanov a été libéré ces jours derniers et se repose actuellement dans sa famille à Tbilissi », annonce L'Humanité ce mardi 3 janvier. Arrêté en janvier 1974, Paradjanov, arménien d'origine, de Géorgie, avait été accusé d'abord de fraude illicite d'objets d'art et d'icônes. Cette accusation n'avait pas été étayée de preuves. Il fut condamné en fin de compte pour homosexualité à cinq ans de prison à régime sévère.

Le réalisateur des *Chevaux de Mar* et *Soyuz Nova* est actuellement également arrêté à Tbilissi. L'organe du P.C.F. rappelle que, dès l'arrestation de Paradjanov, « de nombreux cinéastes et personnalités du monde entier avaient demandé l'libération. Au nom de la liberté d'expression et de création, notre parti était intervenu à plusieurs reprises en sa faveur. Le mois de novembre dernier, Louis Aragon, le député à Moscou, avait demandé la libération du cinéaste aux autorités soviétiques ».

Une campagne internationale en faveur de Paradjanov, qui, en 1964, avait reçu le grand prix du Festival de Mar-del-Plata pour « les Chevaux de Mar », a commencé aussitôt après son arrêt. Ses débuts dans un grand meeting organisé à la Mutualité, et diverses signatures arméniennes n'ont cessé de plaider en faveur du cinéaste, condamné pour homosexualité, mais en réalité pour non-conformisme. Vivant à Kiev, Paradjanov avait protesté à plusieurs reprises contre l'emprisonnement d'intellectuels ukrainiens. Reste à savoir s'il sera autorisé à regagner son domicile arménien et s'il pourra de nouveau exercer son métier.]

## afrique asie

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des périodiques du tiers monde  
CESTE SEMAINE DANS TOUS LES KIOSQUES

## TUNISIE

Le chantage à la subversion

## MADAGASCAR

A cœur ouvert avec Ratsiraka

Lisez, abonnez-vous  
AFRIQUE ASIE  
9, rue d'Aboukir, Paris 2

## LECTURE RAPIDE

Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE  
Stage de 3 jours : 12 - 13 - 26 Janvier  
Autres sessions : Février - Mars - Juin  
conditions particulières pour les inscriptions individuelles

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
CPM Centre Malesherbes : 108 Boulevard Malesherbes  
Paris 75017 - Tél : 766.51.34

du 3 au 7 janvier

## SOLDES

VETEMENTS ET CHAUSSURES POUR HOMMES

MADELIOS  
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS  
pour ceux qui savent choisir.

## SOLDES

ALEXANDRE  
FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>e</sup>)

## PROCHE-ORIENT

## Dans le nord du Sinaï

## Cinq nouveaux villages israéliens seront créés dans les prochains dix-huit mois

De notre correspondant

Jérusalem. — En dépit d'un plan de développement prévoit la construction de 5000 logements dans le nord du Sinaï, le gouvernement israélien a déclaré que les frontières seraient ouvertes et les activités commerciales autorisées. « Au même titre qu'une compagnie italienne exploite un campement à 50 km de la frontière sud d'Abou-Rodet (Sinaï), Israël et l'Egypte pourraient s'associer pour l'exploitation du pétrole du Sinaï »,

Le gouvernement devait se réunir mardi matin en conseil extraordinaire pour préparer la première réunion d'un « comité politique israélo-égyptien, dont les membres doivent se rencontrer le 15 janvier à Jérusalem sous la présidence du ministre des affaires étrangères M. Moše Dayan. Le général Sharon, président de la commission interministérielle pour l'implantation, fera partie de la délégation israélienne. (Interv.)

• Nouvel assassinat politique en Israël. — M. Al-Jaabari, le chef de la municipalité d'Hébron et parent du cheikh Mohamed Al-Jaabari, ancien maire de cette ville, a été tué lundi après-midi par des coups de feu alors qu'il chassait dans la région de Hébron, annonce le *Hazzet*. La première version d'après laquelle il avait été tué par accident dans une balle de son propre fusil tiré par inadvertance, a été infirmée dans la soirée. En fait, écrit le *Hazzet*, il a été atteint de plusieurs balles, et ne fait pas de doute qu'il s'agit d'un assassinat, probablement politique. M. Jaabari faisait, en effet, partie de la délégation de notables cisjordaniens qui s'est rendue à Jérusalem pour assister au mariage du prince héritier d'Israël, mais ce n'est pas à fonds perdus puisque MM. Begin

## A TRAVERS LE MONDE

## Chili

• L'EPISCOPAT CHILIEN a expliqué le dimanche 1<sup>er</sup> janvier les raisons pour lesquelles il décide d'annuler un référendum de la population sur la légalisation de l'avortement. Il a été décidé de reporter le référendum du 4 janvier. Sans mettre en cause le principe même du référendum, il estime que les électeurs n'ont pas une connaissance suffisante du texte des Nations unies condamnant le Chili pour pouvoir se prononcer en toute connaissance de cause. Les électeurs, que ce texte est effectivement « discriminatoire ».

On apprend d'autre part que les marins et les aviateurs seront consignés dans leurs casernes le 4 janvier. Cette mesure apparaît comme un nouveau signe des dissensions au sein de la junte entre la marine et l'aviation, représentées respectivement par l'amiral José Merino et le général Gustavo Leigh et l'armée de terre, dont le général Pinochet, est le porte-parole. — (A.F.P., A.P.J.)

## Espagne

• LE PARTI NATIONALISTE BASQUE a annulé lundi 3 janvier la manifestation prévue pour le 4 janvier dans trois villes du Pays basque espagnol après la décision du gouvernement d'accorder à ce dernier un statut de préautonomie. — (A.F.P., A.P.J.)

## Irlande du Nord

• LE BILAN DE LA GUERRE CIVILE D'ULSTER pour l'année 1977 est le moins élevé depuis 1970 : 111 morts contre 297 en 1976. Cependant les civils qui ont bénéficié de cette diminution du nombre des victimes : 68 en 1977 contre 245 l'année précédente, tandis que les forces de sécurité ont eu encore cette année 43 morts, contre 52 en 1976. — (U.P.I.)

## Israël

• AU 31 DÉCEMBRE 1977, Israël comptait 3 650 000 habitants, dont 3 076 000 juifs et 574 000 non-juifs, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente, indique le service israélien des statistiques.

Il ressort de ces chiffres que l'accroissement de la population juive a ralenti en 1977 : 1,9 % contre 2,1 % pour la population juive ; 3,5 % contre 4,9 % pour la population non juive. — (A.F.P.).

## Pakistan

• CINQ PERSONNES ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu sur des ouvriers des

mineurs de charbon dans la province de Baloutchistan.

En Ouganda, Radio-Mogadiscio a fait état lundi d'une attaque aérienne éthiopienne contre la

## Iran

## Création d'un comité pour la défense des libertés et des droits de l'homme

Une trentaine de personnalités de l'opposition iranienne viennent d'adresser au secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, une lettre annonçant la création à Téhéran d'un Comité iranien pour la défense des libertés et des droits de l'homme.

Dans cette lettre, les signataires déclarent notamment : « Depuis vingt-quatre mois, l'autorité gouvernante iranienne, en violant systématiquement l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Constitution iranienne, n'a pas participé à l'élection effective du député auquel les citoyens ont droit, aux élections législatives, aux élections municipales et aux élections régionales. »

Le ministre ou pouvoir n'a pris en considération aucune de ces représentations. En vérité, les députés des deux Parlements, quels soient apparemment élus ou désignés par le roi, sont les députés du gouvernement qui ne sont qu'opposés et opprime et qui sont détenus par les ordres du pouvoir. Ce système législatif, qui prive le peuple de toute participation dans l'administration du pays, a provoqué une crise dangereuse et n'a suscité un grave et profond mécontentement populaire. La compétence du pouvoir judiciaire devient de plus en plus limitée, ses pouvoirs progressivement aux mains de l'exécution. »

Parmi les signataires de ce texte figurent notamment le chef tadjik Esmaïl Sodiq, M. Ezzatollah Bagheri, professeur d'université qui avait été le premier directeur de la Compagnie nationale des pétroles sous le règne de Monadjem ; M. Kazem Hassibi, ancien député, et le docteur Karim Sandjali, ancien ministre de l'éducation et représentant spécial de l'Iran auprès de la Cour internationale de justice de La Haye, et le litige opposant l'Iran et l'Angleterre au sujet de la nationalisation du pétrole en 1952.

Quant aux quelques personnes récemment libérées, il s'agit de personnes condamnées à de lourdes peines, sans qu'une accusation précise ait été portée ou démontrée contre elles ou ayant purgé leur peine depuis longtemps. Encore ont-ils dû pour être libérés, abandonnant leur travail et leurs familles, n'ont pas été libérés. De même, la torture n'a pas été abolie : ses procédures sont simplement changées. Les procès politiques ont toujours lieu à huis clos devant les tribunaux militaires. »

« La torture n'a pas été abolie »

• Il est possible que le roi ou son gouvernement — c'est-à-dire toujours lui — prétende que le peuple iranien commence à profiter d'une certaine liberté et de certaines libertés, mais ce n'est pas vrai. Ses procédures ont simplement changé. Les procès politiques ont toujours lieu à huis clos devant les tribunaux militaires. »

## Les conflits dans la corne de l'Afrique

## Le chah d'Iran « ne resterait pas indifférent » à une « invasion de la Somalie par l'Éthiopie »

• A la suite de ses entretiens avec le président Carter, le chah d'Iran a lancé, dimanche 1<sup>er</sup> janvier, un avertissement au régime militaire d'Addis-Abeba en déclarant que « l'Iran ne resterait pas indifférent et sans réaction » à une telle agression. « Le chah, a déclaré le porte-parole du chah, a également ajouté qu'il « fallait tout d'abord s'efforcer de parvenir à une sorte de contact entre la Somalie et l'Éthiopie, de manière à pouvoir entreprendre des discussions de paix ». « Aucun effort, a-t-il conclu, ne sera épargné pour accomplir cette tâche. »

Cette mise en garde est un succès pour la diplomatie iranienne qui, depuis la visite à Téhéran du président Syad Barre, en effet, malgré l'offensive diplomatique des dirigeants somaliens, aucun gouvernement n'avait jusqu'à présent pris une position en faveur des thèses de Mogadiscio. Lors de sa visite à Téhéran, le samedi dernier, le président Syad Barre avait demandé au président Carter, dans lequel il lui demandait assistance. Pour sa part, Téhéran, sans aller jusqu'à intervenir militairement dans la Corne de l'Afrique, pourrait fournir à la Somalie une importante aide militaire.

Le président Syad Barre est arrivé lundi soir à Khartoum, après avoir rencontré à Assouan le président Sadate et le chancelier Schmidt.

En Ouganda, Radio-Mogadiscio a fait état lundi d'une attaque aérienne éthiopienne contre la

## L'ÉGYPTE A REMBOURSÉ A L'URSS SES DETTES CONCERNANT LE BARRAGE D'ASSOUAN

(De notre correspondant.)

Le Caire. — S'adressant au Parlement, le dimanche 1<sup>er</sup> janvier, M. Abdel Aziz Aboul Atta, ministre de l'irrigation, a annoncé que l'Egypte venait d'achever de rembourser à l'Union soviétique ses dettes contractées à l'occasion de la construction du haut barrage d'Assouan.

Cet ouvrage colossal, dont le volume est égal à quarante fois le grand pyramide de Guizeh, et dont les effets secondaires sont aujourd'hui dénoncés à tort par des agronomes que par les paysans égyptiens, a coûté 400 millions de livres égyptiennes (1 livre égyptien = environ 7 francs), et a requis le travail de trente-cinq mille personnes pendant plus de dix ans.

Il a cependant permis à l'Egypte d'échapper, ces dernières années, à la sécheresse qui a sévi en Afrique et lui a donné le moyen d'augmenter, quelque chose d'une proportion inférieure aux prévisions initiales, la production d'électricité et la surface irriguée du pays.

On apprend parallèlement, de source soviétique, que Le Caire, en dépit de la décision annoncée par le président Sadate de suspendre le paiement à l'Union soviétique des dettes civiles et militaires contractées avec l'URSS à la fin de 1977, a honoré régulièrement toutes les créances qui lui étaient présentées. Les Soviétiques se demandent maintenant si les Egyptiens, qui règlent en effet leurs dettes militaires en nature (rations, matériel, etc.), vont continuer à écraser, en 1978, leur décision de suspendre le paiement de leurs dettes ou si elles continueront à les rembourser. — J.-P. P.-H.

## La Pompadour

collection "fêtes"

## MANTEAUX habillés

## FOURRURES

Fourrures d'Amérique, astrakan, vison, PEAU LAINEES, PELISSES

également

## ROBES DU SOIR

longues et courtes

## GRANDES TAILLES

du 42 fort au 60

32 bis, Bd HAUSSMANN

M<sup>me</sup> Chauette d'Antin

## BONS D'ÉCOUTE

Caisse d'Epargne

مكتبة من الأصل

## AFRIQUE

## Guinée

**M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire**

De notre correspondant

Dakar. — De Conakry, d'où, depuis vingt ans, sortent alternativement le chaud et le froid, parvient des nouvelles jugées ici encourageantes. Le président Sékou Touré, qui, il y a peu de temps encore, vilipendait les présidents Senghor et Houphouët-Boigny, multiplie, depuis quelques semaines, les avances en direction de Dakar et d'Abidjan.

Le 19 décembre dernier, à l'occasion de la victoire du *Hafia football-club* à Conakry en finale de la coupe africaine des champions, le chef de l'Etat guinéen, échouant publiquement les sports et plus généralement la jeunesse de son pays à établir à nouveau des relations normales avec la jeunesse sénégalaise et ivoirienne. Dans son message du Nouvel An, il vient de lancer un appel semblable aux femmes et aux travailleurs guinéens, allant même jusqu'à exprimer le souhait que « gracie à ces relations de confiance » soit « un moment de compréhension totale, de coopération sincère et de solidarité effectives avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire ».

Il est encore trop tôt pour dire si cette offensive de charme réussira à ouvrir une brèche dans l'épais mur de méfiance qui, depuis le 22 novembre 1970 (1) s'est progressivement édifié entre Dakar et Abidjan d'un côté, Conakry de l'autre. Certains indices donnent à penser que ce n'est pas impossible.

Déjà, en juin dernier, rentrant du sommet de l'O.A.U. à Libreville, le ministre délégué de la Jeunesse et des sports, M. Joseph Mathiam, avait accepté une invitation de son collègue guinéen à se rendre à Conakry. En octobre, le président du conseil économique et social sénégalais, M. Magate Lo, aurait rencontré un émissaire guinéen, laissant entendre certains accords officiels sénégalais.

PIERRE BIARNES.

(1) Date du débarquement de soldats portugais et d'opposants guinéens qui faillirent renverser le régime de M. Sékou Touré. Celui-ci fut arrêté à Dakar le 22 novembre 1970 et déporté au Portugal où il fut arrêté à nouveau et déporté au Maroc.

## Des libérations de détenus politiques ?

Alors que M. Sékou Touré a récemment fait libérer trois détenus politiques d'origine libanaise, dont deux étaient « citoyens français », de nombreuses libérations, nous indique-t-on d'une source privée, auraient actuellement en cours en Guinée. Ainsi, entre le 19 et le 29 décembre, environ trente centaines de prisonniers politiques — parmi lesquels plusieurs hauts fonctionnaires et des anciens officiers — auraient été libérés. Cette attitude nouvelle de M. Sékou Touré serait liée au souci du président guinéen de normaliser ses relations avec le Côte-d'Ivoire et le Sénégal.

Autre heureuse nouvelle en provenance d'Afrique de l'Ouest : au Mali, dans le message qu'il a adressé à la nation à l'occasion de la nouvelle année, le colonel Moussa Traoré, chef de l'Etat, a annoncé la libération de tous les prisonniers politiques. Cette promesse implique l'élargissement d'une quinzaine

de personnes arrêtées après le putsch du 19 décembre 1968, dont l'épouse de l'ancien président Modibo Keita, plusieurs anciens ministres, dont M. Maïdo Keita, et des cadres supérieurs appréhendés en juin 1974 pour rédaction et distribution de tracts antigouvernementaux.

Hélas ! Au sud du Sahara, des milliers de prisonniers politiques commencent une nouvelle année de détention, sans espoir de jugement. Or il s'agit des anciens présidents Diori Hamani (Niger), Souro Migan Apithy, Justin Ahomadegbe et Hubert Maga (Bénin), des étudiants centrafricains accusés de « crime de lèse-majesté » par Bokassa I<sup>er</sup> ou des innombrables bagnards anonymes des geôles de Guinée-Equatoriale, d'Ouganda, d'Ethiopie, sans oublier ceux qui sont aux mains de l'administration pénitentiaire blanche en Afrique du Sud, en Namibie et en Rhodesia.

## Canada

## LE QUÉBEC ACCUEILLE CALMEMENT LES DÉCLARATIONS DE M. TRUDEAU SUR L'INDÉPENDANCE

De notre correspondant

Montréal. — La presse étrangère a-t-elle accordé une importance excessive aux déclarations de M. Trudeau sur l'indépendance du Québec ? Le 23 décembre dernier, le premier ministre fédéral, au cours d'une interview télévisée sur une chaîne anglophone ? Le premier ministre du Canada évoquait la possibilité d'un recours à l'armée au cas où le Québec déclerait « illégalement » l'indépendance (« *Le Monde* » du 3 janvier). Si l'on fait, c'est après avoir été pressé dans ses déclarations, évidemment, par le journaliste qui lui demandait quelle serait son attitude en cas où le gouvernement québécois « bloquerait le courrier ou occuperait les aéroports ». Le

premier ministre du Canada évoquait la possibilité d'un recours à l'armée au cas où le Québec déclarerait « illégalement » l'indépendance (« *Le Monde* » du 3 janvier). Si l'on fait, c'est après avoir été pressé dans ses déclarations, évidemment, par le journaliste qui lui demandait quelle serait son attitude en cas où le gouvernement québécois « bloquerait le courrier ou occuperait les aéroports ». Le

M. Trudeau a alors dit sincèrement qu'une telle perspective l'effrayerait tout à fait hypothétiquement, mais qu'il n'hésiterait pas, le cas échéant, à manifester la même fermeté qu'en 1970 lorsqu'il mit le Québec sous la tutelle de l'armée canadienne pour lutter contre les actions terroristes du Front de libération du Québec. Au demeurant, ajoutait-il aussitôt, le parti québécois est un parti démocratiquement soutenu par la population et respectueux jusqu'à présent de la légalité. M. Trudeau s'est refusé en outre à suivre son interlocuteur lorsque celui-ci a soutenu que la sécession d'une province était par définition illégale puisque rien ne l'autorisait dans les textes constitutionnels canadiens. Rien ne l'interdit non plus, a répondu en substance M. Trudeau, en ajoutant qu'il n'y avait pas d'ordre international « qui n'autorise pas l'origine en Grande-Bretagne de la loi autorisant une colonie à se séparer ». Mais il a répété une nouvelle fois à ce propos que l'indépendance du Québec ne pouvait être selon lui un acte unilatéral. Il faudrait que celle-ci soit négociée avec le gouvernement fédéral si les Québécois se prononçaient un jour massivement en sa faveur.

Confirmant ses précédentes prises de position, il a laissé entendre qu'il démissionnerait pour être le premier ministre fédéral à négocier l'indépendance du Québec. Ces derniers, qui n'ont rien de très nouveau, sont tombés au Québec dans l'indifférence tranquille qu'engendre la trêve des confiseurs.

ALAIN-MARIE CARRON.

## AMÉRIQUES

## Chili

## Un quotidien espagnol publie la lettre d'un membre de la junte hostile au référendum du 4 janvier

M. Eduardo Frei, président du Chili de 1964 à 1970, leader de la démocratie chrétienne (disputée par la junte), a condamné le référendum qui doit avoir lieu mercredi 4 janvier, au cours d'une conférence de presse à son domicile, lundi, à Santiago. Cette consultation est organisée, a expliqué M. Frei, alors que « l'état de siège est toujours en vigueur, que les libertés individuelles sont restreintes et qu'il n'existe aucune véritable liberté d'expression ni de réunion ». Le référendum est illégal par rapport aux dispositions constitutionnelles imposées par la

junte elle-même, a précisé l'ancien président. La démocratie chrétienne avait déjà appelé à voter « non » (« *Le Monde* » du 28 décembre).

Le nouveau contrôleur général nommé par le général Pinochet après la mise à la retraite de M. Hector Humères a ratifié lundi le décret portant sur l'organisation de la consultation. Le général Pinochet a d'autre part affirmé dans un message radiodiffusé qu'il ne pourraient aucun but personnel en organisant le référendum et qu'il souhaitait seulement « continuer à défendre la dignité du Chili ».

De notre correspondant de quatre institutions. C'est pour cette raison que la pouvoir ne résiste en aucun d'entre nous, il résiste dans la junte de gouvernement (...)»

« On ne peut pas oublier que nous assistons à l'enregistrement du discours — donc nos ignorances alors que nous sommes engagés à respecter les institutions que nous avons nous-mêmes établies. Néanmoins, Votre Excellence a organisé un référendum malgré l'opposition de deux membres de la junte. Ainsi, Votre Excellence a violé les statuts de la junte de gouvernement et n'est placée en marge. Les conséquences qui peuvent en découler seront donc de votre entière responsabilité. »

Le document développe un autre argument : un référendum qui porte sur un vote des Nations unies traitant de la politique et de l'administration intérieure du Chili est « un grave attentat à l'indépendance du Chili, dans la mesure où il limite de lui-même le souveraineté intérieure du pays, un subordonnant la direction de son gouvernement à des accords conclus par des nations étrangères ». La fin de la lettre est un rappel de la loyauté des forces aériennes chiliennes depuis le 11 septembre 1973, « loyauté qui nous oblige aujourd'hui, pour défendre la prestige du gouvernement et particulièrement celui de Votre Excellence, à vous montrer l'opportunité d'une consultation qui contredit les fondements et les principes de notre action civique (...) ».

CHARLES VANHECKE.

(1) Le général Augusto Pinochet, commandant en chef de l'armée de terre ; l'amiral José Merino, commandant en chef de la marine ; le général Orlando Letelier, commandant en chef de l'armée de l'air ; le général Cesar Mendoza, commandant en chef des carabiniers.

(2) Il s'agit vraisemblablement de l'amiral José Merino. — (N.D.L.R.)

## CORRESPONDANCE

## Le rôle du contrôleur général

M. François Julien-Laferrière, maître assistant à l'université de Lille-II, nous écrit à propos du rôle du contrôleur général du Chili à la suite de la mise à la retraite du titulaire de ce poste, M. Hector Humères, qui avait jugé illégal le décret du général Pinochet sur le référendum du 4 janvier :

Il est évidemment difficile — sinon impossible — à savoir comment

la telle fuite a pu s'opérer et da

dira avec certitude que ce docu-

ment n'est pas un faux destiné à

confirmer les assertions de l'opposi-

tion quant aux divergences au sein de la junte à propos du référendum.

La lettre se présente comme

l'exposé de la « position des forces

afrikanères » (dont le général Leigh est le commandant en chef) à propos

de la consultation nationale du

4 janvier :

« C'est seulement à 18 heures, le

mercredi 20 décembre, que Votre Excel-

lence fait connaître, au comman-

dant en chef signature de cette

lettre, sa décision de convoquer les

citoyens chiliens à un référendum où

une consultation pour qu'ils se

prononcent sur le vote des Nations

unies condamnant notre pays, écrit

l'auteur du document. Aussitôt, je

vous ai exprimé mes inquiétudes à

ce sujet. Néanmoins, Votre Excel-

lence

Le contrôleur général jouit de

l'imamovilité et ne peut être

démis de ses fonctions que par

une décision de la Cour suprême

ou du Parlement, pour « manque-

ment gracie à ses devoirs » et dans

les mêmes formes que les membres

de la Cour suprême.

C'est évidemment la nécessité

d'un accord hypothétique de

la Cour suprême (le Parlement

avait, à deux reprises, assisté le

contrôleur général du Chili au

président du Conseil constitution-

nel pour démissionner).

Le 11 septembre 1973, le

contrôleur général chilien

est démis de ses fonctions

par le général Pinochet.

MERCREDI 4 JEUDI 5 JANVIER (de 9 h 30 à 19 h).

## Soldes

## LA BOUTIQUE DANOISE

42, avenue du Friedland  
75008 PARIS

meubles-tapis-tissus  
luminaires - vaisselle

DU MERCREDI 4 AU SAMEDI 7 JANVIER

## SOLDES

NOUVEAUTE, FEMMES  
ET ENFANTS, SOUS-SOL  
ET RAYONS D'AMEUBLEMENT

## AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE.

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER.

## BONS D'EPARGNE ECUREUIL



— La simplicité d'une formule qui vous laisse maître de votre épargne.

— La sécurité d'un placement Caisse d'Epargne.

— La discréetion d'un titre au porteur.

— Des intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans garantis par un barème remis à chaque souscripteur.

— Une rentabilité sur 5 ans calculée sur la base dun taux actuariel brut de 9,75% l'an.

**Caisse d'Epargne Ecureuil**



## ASIE

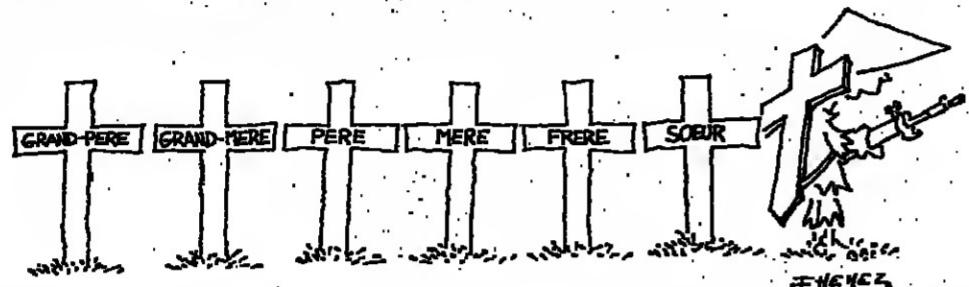
## LE CONFLIT INDOCHINOIS

**Phnom-Penh pose en préalable à toute négociation le retrait des troupes vietnamiennes « d'occupation »**

Le Cambodge a annoncé mardi 3 janvier qu'il refuserait de négocier avec Hanoï aussi longtemps que des troupes vietnamiennes occuperaient son territoire. L'incertitude demeure tant sur les régions que Phnom-Penh considère comme relevant de son autorité que sur l'amplié réelle des combats. Le quotidien du parti communiste vietnamien - *Nhan Dan* - qualifie mardi les Khmers rouges de « réactif-natifs ». L'ambassadeur du Cambodge à

Hanoï est arrivé à Pékin où il restera quelques jours.

A Paris, la porte-parole du ministère français des affaires étrangères a « déploré les combats qui reprenaient dans cette région du monde », « quel que soit le jugement que nous avons porté sur le régime cambodgien ». En Corée du Nord, l'agence officielle de presse a fait état d'une lettre adressée par le premier ministre cambodgien au président Kim Il Sung.



De notre correspondant

portions de territoire ? Poursuivent-elles leur progression ? Autant de questions auxquelles il est pour le moment pratiquement impossible de répondre.

D'autre part, lorsqu'emploi

l'expression de « territoire cambodgien », le régime de Phnom-Penh se conforme-t-il au tracé

Bangkok. — Le Cambodge a exigé mardi 3 janvier, dans un communiqué diffusé par Radio Phnom-Penh, le retrait immédiat et total des troupes vietnamiennes qui se trouvent sur son territoire, comme préalable à toute négociation. Si des unités vietnamiennes se trouvent effectivement sur le sol khmer jusqu'où ont-elles pénétré ? Occupent-elles au sens propre des

frontières héritées de l'époque coloniale ou bien y inclut-elle implicitement des régions qu'il revendique comme lui appartenant de droit mais qui restent situées à l'intérieur des frontières du Vietnam ? Trois jours après les graves accusations lancées par le chef du Cambodge, le permet, à partir de Bangkok, de confirmer certaines informations de presse sur la prise imminente de Phnom-Penh par les troupes de Hanoï. Selon ces mêmes informations, les Vietnamiens procéderont alors à l'installation d'un « gouvernement provisoire ».

Rien ne vient non plus éclairer les affirmations attribuées à des « autorités militaires occidentales » selon lesquelles « pratiquement toute la partie du Cambodge située à l'Est du Mékong » (soit le tiers du territoire) serait coupé du reste du pays par les Vietnamiens. Du temps de la guerre contre les Etats-Unis, les Nord-Vietnamiens ont contrôlé en fait certaines régions orientales du Cambodge, pas toutefois le Mékong. Cependant, on voit mal aujourd'hui l'intérêt stratégique de mobiliser les effectifs qui devraient être considérables pour occuper ces régions de hauts plateaux couverts de jungle et bien peu peuplés. De telles informations sembleraient être le reflet, voire le prolongement incertain des déclarations chinoises.

Si le Vietnam avait effectivement décidé de prendre le risque de porter la guerre au Cambodge pour y installer un « gouvernement ami », il avait depuis longtemps les moyens militaires (sauf peut-être en cas d'intervention de la Chine aux côtés de Phnom-Penh), sinon les moyens politiques, de parvenir très rapidement à ses fins. Pourquoi le voulrait-il ? Il aujourd'hui plus qu'après ?

Les informations dramatiques qui laissent entrevoir une union pure et simple du Cambodge par sou volont font d'autre part peu de cas des propos apaisants tenus par les Vietnamiens dès samedi dernier et leur offre d'une négociation immédiate. De même tiennent-ils compte du contexte international et de celui qui prévaut dans la région du Sud-Est asiatique.

Les Vietnamiens, après trente ans de lutte contre toute domination étrangère, se risquent-ils à apparaître ouvertement aux yeux du monde comme les nouveaux « impérialistes » de la région sans compter les conséquences multiples et imprévisibles qu'aurait le recours à la force contre un allié de la Chine. N'oublions pas, chez eux, assez de problèmes pour se charger encore de la domination d'un peuple dont ils ignorent pas l'hostilité fondamentale ?

Ce faisant, le Vietnam ruinerait d'un seul coup les efforts qu'il a entrepris, d'un multiple pour rassurer les pays voisins de la région. Pays dont il a le plus grand besoin en matière de coopération économique et commerciale.

Le ministre des affaires étrangères de Hanoï, M. Nguyen Duy Trinh, a été nommé, en Malaisie le 31 décembre, à Djakarta. Il sera mercredi aux Philippines et jeudi en Thaïlande. Ce nouvel effort diplomatique en direction des pays de l'ASEAN (1) hier encore vilipendé et accusé de nourrir des projets de pacte militaire est remarquable. Sans doute vise-t-il à faire place à la récente offensive diplomatique de l'Asie du Sud-Est, notamment poussée par Pékin, en direction des mêmes capitales non communistes. Mais il est aussi remarquable que le ministre des affaires étrangères du Vietnam n'ait pas même jugé nécessaire d'interrompre sa tournée avec les fréquentes accusations cambodgiennes.

Ce ne sont là que quelques éléments qui peuvent être mis en évidence pour aider à mettre le conflit en perspective. La situation n'en reste pas moins très obscure sur le terrain.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

**Pour vos  
ÉTRENNES:  
dans le cadre de sa  
LIQUIDATION  
TOTALE**

(par autorisation préfectorale loi du 20 décembre 1966)

**BRADLEY'S  
JURS**

18, avenue de l'Opéra, Paris

vous a un lot  
réservé

de manteaux de

**VISION RANCH 8.900**  
au prix incroyable de

Nous offrons toujours une collection  
extraordinaire de manteaux de  
**VISION  
ALLONGE 13.900**  
A PARTIR DE  
DANS TOUTES LES TAILLES...  
ET DANS TOUS LES COLORIS:  
BLACKGLAMA, TOURMALINE, BOEUF, ETC.

EGALEMENT:

**PRIX SACRIFIÉS SUR  
toutes les  
Fourrures  
« Qualité et Prestige BRADLEY »**

ZIBELINE, CHINCHILLA,  
BREITSCHWANTZ, PEKAN, ASTRAKAN,  
CASTOR, LOUP, RENARD, LYNX,  
MARMOTTE, RAT, AGNEAU, LAPIN,  
CHAT, ETC...  
RAGONDIN, MARTRE, OPOSSUM

TRES BEAU CHOIX DE VÊTEMENTS  
DU SOIR EN MANTEAUX ET CAPES

ouvert de 9 h 30 à 19 heures

Ce faisant, le Vietnam ruine d'un seul coup les efforts qu'il a entrepris, d'un multiple pour rassurer les pays voisins de la région. Pays dont il a le plus grand besoin en matière de coopération économique et commerciale.

Le ministre des affaires étrangères de Hanoï, M. Nguyen Duy Trinh, a été nommé, en Malaisie le 31 décembre, à Djakarta. Il sera mercredi aux Philippines et jeudi en Thaïlande. Ce nouvel effort diplomatique en direction des pays de l'ASEAN (1) hier encore vilipendé et accusé de nourrir des projets de pacte militaire est remarquable. Sans doute vise-t-il à faire place à la récente offensive diplomatique de l'Asie du Sud-Est, notamment poussée par Pékin, en direction des mêmes capitales non communistes. Mais il est aussi remarquable que le ministre des affaires étrangères du Vietnam n'ait pas même jugé nécessaire d'interrompre sa tournée avec les fréquentes accusations cambodgiennes.

Ce ne sont là que quelques éléments qui peuvent être mis en évidence pour aider à mettre le conflit en perspective. La situation n'en reste pas moins très obscure sur le terrain.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

LA PREPARATION  
Pourquoi ce

**INDONÉSIE : la révolte des Papous****II. — LA DESTRUCTION D'UNE CULTURE**

Les Papous de l'Irian-Jaya, la partie occidentale de la Nouvelle-Guinée, partie intégrante de l'Indonésie depuis 1963, sont en rébellion (« le Monde » du 3 janvier). Quelle est la politique des autorités de Djakarta face à ce problème et quelles sont les chances de succès des combattants pour l'indépendance ?

Jayapura. — La campagne électorale qui a eu lieu au printemps 1977 dans toute l'Indonésie a permis au mouvement d'libération papou, l'O.P.M., d'exploiter le mécontentement des populations envers le gouvernement central et de déclencher une offensive d'envergure. Ce mécontentement est aussi intense chez les Iriains événous que chez ceux demeurant à l'état tribal. Les premiers constatent avec ameresse que les richesses tirées de l'exploitation des richesses minérales du pays doivent tout court aux Indonésiens, que leur pays manque de routes, d'hôpitaux, d'écoles, qu'ils trouvent difficilement du travail et sont insuffisamment payés. Pour les autres, qui constituent l'immense majorité de la population, la situation est plus dramatique encore, puisque c'est leur culture même qui se trouve menacée.

Les premières années de présence indonésienne en Irian-Jaya furent des années de pénitence. Les Iriains événous sont d'un tempérament très prude. Aussi ont-ils été profondément choqués de découvrir que leurs nouveaux compagnons de la lointaine province d'Irian-Jaya avaient été responsables d'un complexe dévouement sexuel pour les colonialistes néerlandais. Les Dani portent pour tout costume un étui pénien, le *keteke*, longue courge évidée dans la verge. Les Asmat tribe du Sud-Ouest, sont totalement nus. Situation intolérable, déshonorante pour l'Indonésie ; il fallait avant tout remettre ces choses-là en ordre.

Irianez étaient ce qui fut appelé ironiquement l'opération *otakota*, ou « opération caleçon ». Des avions déverseront sur les populations vivant depuis toujours dans la jungle, d'Adam's shorts, slips, pantalons. Les Dani refusèrent la contrainte de l'habillement, à leurs yeux déshonorante. Aussitôt les militaires partis, ils rentrèrent leur étui pénien conservant leur relation avec les hommes. Comme l'écrit *Le Monde* : « Les Dani, enlever leur *keteke* est plus humiliant que pour nous d'enlever notre pantalon dans l'Heu public ! » Finalement, sur les conseils des missionnaires, les responsables de cette opération reconquirent ces hommes, n'ayant qu'une seule culotte, pas de sous pour la laver, et vivant le plus souvent sous la pluie étaient pour le moins plus à l'aise dans leur tenue traditionnelle.

En pays Minika, la société américaine Freeport, qui exploite la mine de cuivre du mont Caratza, varse une indemnité spéciale pour l'aménagement du territoire et le « bien-être » des tribus de la région. Mais ces dernières se plaignent amèrement de ne jamais voir une seule rouille. Ainsi, lorsque les autorités sont contraintes de travailler dans les exploitations forestières, le plus souvent sans être payés. Ceux qui refusent s'exposent à de graves ennuis et sont parfois footés à coups de queue de rat.

Lors de la dernière campagne électorale, des fonctionnaires, écarts de soldats, s'installèrent jusqu'à dans les villages les plus reculés pour donner des instructions des électeurs. Les fonctionnaires, c'est-à-dire pour leur apprendre dans laquelle des trois urnes ils devaient mettre leur bulletin. Certains Papous s'envolent dans la jungle, poursuivis par les soldats. Les autres, au contraire, attendront avec impatience le jour du vote, espérant une aide financière et des cadeaux. Aussi furent-ils bien déçus de voir, une fois le scrutin terminé, les fonctionnaires s'en aller sans tambour ni trompette. Ils n'ont toujours pas compris le sens de cette étrange opération !

Chez les Asmat, chasseurs de tête et mystiques, les structures du gouvernement sont toutes cataloguées comme « impies ». Les autorités tentent d'imposer aux familles la vie dans des maisons individuelles, alors que depuis toujours elles cohabitaient à cinq ou six familles dans de vastes cases sur pilotis, se partageant la pêche et la garde des enfants. Les Dani, qui voyaient dans cette cohabitation une promiscuité immorale. Ils ignoraient que les relations sexuelles des Asmat ont toujours lieu dans la jungle.

Plus récemment, ils ont interdit les cérémonies religieuses qui, à leurs yeux, reflétaient un état primitif intolérable au sein de la nation indonésienne. Ils ordonnaient la destruction des temples et la sculpture des bis, empilements incarnant les esprits des ancêtres. C'est ainsi qu'ont disparu certaines sculptures qui ont fait des Asmat des grands maîtres de l'art primitif. Il ne s'est pas agi comme dans d'autres,

par TONI MELLIVE

de disette et de désorganisation. Les réserves alimentaires l'ont largué, les produits minéraux achetés à bas prix et envoyés à Java. Une véritable razza laisse le territoire dans un état démenumé. La brousse reprend rapidement les rares pistes qui existaient. Des populations entières sont avec leurs biens démunies des simples objets utilitaires que les maniaient couramment : couteaux et haches d'acier, ustensiles de cuisine... Elles retrouvent sans difficulté leurs anciennes techniques de polissage de la pierre et renouvellent avec leurs traditions.

Après le coup d'Etat de 1965, le gouvernement du général Suharto fit un réel effort pour remettre en place l'infrastructure et réapprovisionner le territoire. Aujourd'hui, les magasins de Jayapura sont ouverts pour la plupart, mais le débarquement d'appareils ménagers les plus récents, de téléviseurs de chaînes de radio, de hauts-fidélité. Mais qui peut les acheter ? Assurément pas les Papous, avec leur salaire mensuel de 3 000 à 12 000 roupies (10 à 150 francs), quand ils sont fixés. Les Papous ignorent aussi comment les Indonésiens vivant en Irian, pour la plus grande partie des fonctionnaires, peuvent avec leur modeste traitement acheter des produits de luxe vendus à des prix aussi élevés.

**Opération caleçon**

Les Indonésiens sont d'un tempérament très prude. Aussi ont-ils été profondément choqués de découvrir que leurs nouveaux compagnons de la lointaine province d'Irian-Jaya avaient été responsables d'un dévouement sexuel pour les colonialistes néerlandais. Les Dani portent pour tout costume un étui pénien, le *keteke*, longue courge évidée dans la verge. Les Asmat tribe du Sud-Ouest, sont totalement nus. Situation intolérable, déshonorante pour l'Indonésie ; il fallait avant tout remettre ces choses-là en ordre.

Irianez étaient ce qui fut appelé ironiquement l'opération *otakota*, ou « opération caleçon ». Des avions déverseront sur les populations vivant depuis toujours dans la jungle, d'Adam's shorts, slips, pantalons. Les Dani refusèrent la contrainte de l'habillement, à leurs yeux déshonorante. Aussitôt les militaires partis, ils rentrèrent leur étui pénien conservant leur relation avec les hommes. Comme l'écrit *Le Monde* : « Les Dani, enlever leur *keteke* est plus humiliant que pour nous d'enlever notre pantalon dans l'Heu public ! » Finalement, sur les conseils des missionnaires, les responsables de cette opération reconquirent ces hommes, n'ayant qu'une seule culotte, pas de sous pour la laver, et vivant le plus souvent sous la pluie étaient pour le moins plus à l'aise dans leur tenue traditionnelle.

Le mouvement séparatiste des Papous de l'Irian-Jaya semble avoir bien peu de chances de se faire entendre, d'autant que la prospection minière a déjà révélé les richesses de son sous-sol. Il y a le pétrole de Sorong, la magnésite, minéral des chaux du sud de l'île de Minahasa. Les Javanais ont signé un contrat à long terme pour en acheter la magnésite. Les forêts semblent infécondes. Des sociétés multinationales sont vivement intéressées par les ressources de l'Irian-Jaya.

Cette lutte ne pourra aboutir qu'avec l'appui d'un puissant pays étranger, mais celui-là serait probablement bien plus intéressé par les richesses et la position stratégique de l'Irian-Jaya que par le sort des Papous.

F I N

**Mme Gandhi a provoqué une scission au sein du parti du Congrès**

De notre envoyé spécial

New-Delhi. — A l'issue d'une « convention » tenue à New-Delhi les 1<sup>er</sup> et 2 janvier, la faction du Congrès, l'ancienne formation gouvernementale, favorable à Mme Gandhi, a constitué un groupe revenant quant à la légitimité du mouvement congressiste qui s'est bien entendu donné l'ancien premier ministre pour chef. Cette décision marque le point culminant de la guerre d'usure que se livrent depuis plusieurs mois partisans et adversaires de Mme Gandhi. Elle concerne la scission du Congrès.

Les partisans de Mme Gandhi ont alors recueilli la « convention » à deux six cent quarante-neuf membres de l'Assemblée générale congressiste — le « Parlement » du parti — mais ils ne fournissent aucun chiffre précis sur le nombre de participants à la « convention ». Ils n'avaient, en fait, réuni qu'un quart des délégués congressistes.

Sous haute tension, le fils de Nehru tenta-t-il une fois encore de donner un sens politique à sa démarche, en arguant du manque de combativité de la direction du Congrès à l'égard du gouvernement, ou en se présentant comme défenseur des droits des travailleurs. Mais cela n'arrangea pas une position déterminée à reconquérir une position dominante. En ne parvenant pas à rééditer l'opération qui lui avait permis en 1969, au pire de la crise, de détruire le parti, M. Gandhi se déclara vaincu. Il démissionna le 30 décembre. En fait, il s'identifiait à la position adoptée par les partisans des dernières années, celle-ci étant aujourd'hui jugée « manuvisée » par le comité central. Le P.C. orthodoxe ne parlent pas en effet à se remettre du discrédit que cette attitude a suscité à l'issue de l'élection.

GÉRARD VIRATELLE

Jusqu'à 10%  
SOV  
Dans tous

مكتبة من الأصل

## politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## POINT DE VUE

## Pourquoi ce silence ?

par VICTOR LEDUC (\*)

**L**y a un peu plus d'un mois, le bureau national du P.S.U. envoyait à la direction du parti socialiste une adresse dans laquelle il exprimait ses regrets de n'avoir pu établir de relations avec ce parti. Il demandait que s'instaure entre nos deux organisations un débat sur les grandes questions que se posent les travailleurs et sur le sens des aspirations qui se font jour dans le mouvement des femmes, des écologistes et des minorités nationales, auxquelles un gouvernement de gauche aurait à répondre. Non seulement nous n'avons pas eu la moindre réponse, mais encore nous avons de fortes raisons de croire que les membres du comité directeur du parti socialiste n'ont pas été saisis de notre démarche.

Une telle attitude, particulièrement dans le contexte politique actuel, soulève un certain nombre de problèmes. Le parti socialiste unifié tient dans le combat politique une place spécifique, qui reconnaissent l'ensemble des autres organisations du mouvement ouvrier et démocratique. Dans les derniers mois, tout à tour, le parti communiste français, la C.F.D.T., la C.G.T., la F.N.C. ont tenu des débats et des rencontres avec le P.S.U. sur les problèmes que pose la situation de la gauche comme sur les objectifs que se proposent les uns et les autres.

Si le P.S.U. est considéré par ces organisations comme un partenaire avec lequel il est utile de dialoguer et, le cas échéant, de «unir», c'est parce qu'elles savent que, même si le chiffre de ses adhérents et ses pourcentages électoraux sont relativement modestes, il dispose d'un capital appréciable de militants présents dans toutes les actions significatives, de l'opposition syndicale de soldats et jouant un rôle moteur dans les mouvements

(\*) Membre du secrétariat national du P.S.U.

## CORRESPONDANCE

## Les positions du groupe « le Communiste »

*A la suite de l'article intitulé « Le P.C.F. et la ligne italienne », paru dans le Monde du 24 décembre, et dans lequel nous écrivions que les militants communistes oppositionnels groupés autour du journal le Communiste sont des « tenants d'une orthodoxie néo-stalinienne », M. Mathias Corvin, animateur de ce bulletin, nous écrit :*

Cette qualification est purement mensongère et contraire à la plus élémentaire vérité historique. Nous vous rappelons que notre journal a été créé notamment, par des militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ayant rompu avec cette organisation pour reconnaître le parti communiste français comme leur.

Nous vous rappelons que notre journal a toujours affirmé sa condamnation de la ligne opportuniste telle qu'elle s'est manifestée du temps de Staline dans le mouvement communiste international et des années où elle a engendré. De la même manière, nous combattions l'opportunitisme tel qu'il se perpétue aujourd'hui sous d'autres formes, tout particulièrement dans le parti communiste français.

C'est si vrai que c'est bien la première fois, depuis nos vingt-quatre ans d'existence, que votre journal utilise ce terme à notre

encontre. Or nous n'avons pas, que nous sachions, modifié notre ligne dans la dernière période. Alors ?

Alors faut-il croire que le fait de ne pas hurler avec les loups contre l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes suffit pour nous accrocher l'étiquette « stalinienne » ?

Effectivement, et cela est vrai depuis notre fondation, nous sommes profondément attachés aux conquêtes du mouvement ouvrier dans le monde et, fortiori, aux Etats socialistes. C'est moi auxquels je fais référence des revendications ouvrières. Voilà qui est élémentaire pour qui late pour la révolution en France et donc pour les communistes révolutionnaires que sont les militants regroupés autour de notre journal.

ISPU est vrai qu'à l'origine le groupe « le Communiste » a été fondé par « anarcho-trotskistes », il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui il s'attache à défendre la politique des Etats socialistes, et notamment de l'Union soviétique, ainsi que le recours d'ailleurs. M. Corvin a rappelé initialement dans son journal certains des articles de la presse soviétique condamnant la politique du parti communiste français. C'est donc par référence à ce qu'est aujourd'hui la politique de l'U.R.S.S. que nous avons eu pourvoir parler d'une « orthodoxie néo-stalinienne ». — T.P.

Jusqu'au 10 janvier.  
**SOLDES**  
Dans tous les rayons.

Printemps

Haussmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Italie-Galaxie  
Brummell Rosny 2/Entrepôt de l'Île-Saint-Denis.

## A PARIS

LES LISTES ÉLECTORALES  
POURRONT ÊTRE CONSULTÉES  
DU 10 AU 20 JANVIER

Dans chaque arrondissement de Paris, les listes électorales dressées par les commissions administratives compétentes — et comprenant les tableaux des additions et des radiations opérées par ces commissions du 1<sup>er</sup> septembre au 31 décembre 1977 — seront, à partir du 10 janvier, déposées à la mairie annexe de l'arrondissement où les électeurs intéressés peuvent en prendre connaissance jusqu'au 20 janvier inclus.

1) Le samedi 14 janvier, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;

2) Les autres jours ouvrables, aux heures normales d'ouverture des bureaux, c'est-à-dire de 9 heures à 18 heures.

Les décisions des commissions administratives, ainsi rendues sur la demande de l'arrondissement, sont alors définitives. Cela permet de faire d'un recours devant le juge du tribunal d'instance de l'arrondissement, aux fins d'inscription d'électeurs omis, de radiations ou de rectifications d'erreurs matérielles (art L 25 du code électoral).

Ces réclamations sont formées par simple déclaration au greffe de ce tribunal.

MAINE-ET-LOIRE. — Candidat dans la troisième circonscription, M. Edmond Alphandry nous indique qu'il est soutenu par C.D.S. bien que n'adhérant pas à la formation centriste. (Le Monde du 29 décembre.)

VENDEE. — A la suite de l'information parue dans le Monde du 31 décembre concernant « l'accord matinard » conclu dans la première circonscription, entre MM. Paul Caillaud (P.R.), député sortant, et Alain Chevret (R.P.R.), délégué régional, M. Chevret a été nommé en accord avec les instances nationales du R.P.R. L'accord conclu reste, bien entendu, soumis à leur ratification puisque ces instances sont seules compétentes pour décider, en dernier ressort, des retraits de candidatures. »

## Le travail des députés

## « LA LETTRE DE LA NATION »

## CRITIQUE

## L'ENQUÊTE DU « POINT »

La lettre de la Nation du 3 janvier 1978 juge « plus que contestable » l'enquête réalisée par l'Institut de mesures de l'activité parlementaire (IMAP) publié par l'hebdomadaire le Point (Le Monde, daté 1<sup>er</sup>-2 janvier).

Le bulletin du R.P.R. écrit notamment : « A aucun moment cette enquête ne fait apparaître le caractère généralisé et systématique occupé par le député dans sa circonscription, ou bien auprès des administrations. Il est d'ailleurs symptomatique de voir que les députés placés en bas du classement sont souvent des parlementaires confortablement réélus depuis quatre ou cinq législatures... Cette enquête présente un caractère nettement à deux mois des élections législatives dans la mesure où ce classement est établi au 1<sup>er</sup> janvier 1977. Ainsi, dans ce premier adjoint de 1972 à 1976, il était devenu maire. En 1974, pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon, il avait démissionné de son poste. Il avait été réélu quelques semaines plus tard. Pierre Gaudin, qui représente la première circonscription de Var, a été adjoint au député de 1972 à 1976. L'Assemblée nationale, dont il a été l'un des vice-présidents (1972-1976), avait été élu sénateur le 25 septembre dernier. »

Parmi les autres sièges dont l'attribution pouvait dépendre du vote des députés, figurent notamment, selon le « pointage » du RECOURS, ceux de quatorze membres de la majorité. MM. Jean Faget (réf. Gers), Jean-Marie Commeyras (app. réf. Landes), Edouard Schloessinger (réf. Lot-et-Garonne), Paul Alduy (app. réf. Pyrénées-Orientales), Henri Guillermot (R.P.R. Rhône), Jacques Limouzy (R.P.R. Tarn).

Le mouvement des rapatriés du RECOURS  
prépare sa campagne contre les candidats  
de la majorité

Les dirigeants du mouvement du RECOURS (rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer) devront rencontrer prochainement plusieurs représentants du P.S. auxquels ils demanderont des engagements précis sur ce que fera leur parti en faveur des rapatriés. Si l'on parvient au pouvoir au terme des prochaines élections,

Jean Bonhomme (app. R.P.R. Tarn-et-Garonne), Jacques Béral (app. R.P.R. Vaucluse), Jacques Médecin (P.R. Alpes-Maritimes), Pierre Salvago (app. R.P.R. Alpes-Maritimes), Raymond Riberthor (app. R.P.R. Charente), Roger Chimaud (P.R. Paris), Jacques Dominati (P.R. Paris), Claude Labbe (R.P.R. Haute-Saône) et ceux de quatre membres de l'opposition. MM. Jean Laborde (P.S. Gers), Georges Frêche (P.S. Hérault), André Lebarre (P.S. Pyrénées-Orientales) et Francis Leenhardt (P.S. Vaucluse), qui ne représente pas.

Ne doutant pas d'obtenir les assurances qu'il demande, le mouvement du RECOURS se prépare de manière à la majorité à organiser une campagne électoral très active par voie d'affichage et par l'organisation de nombreuses réunions publiques afin de « mobiliser » l'électorat repatrié.

Le P.S. prend l'engagement  
d'une négociation  
en cas de victoire de la gauche

Sans attendre la réunion qui doit avoir lieu le mois prochain, M. Jacques Riba, rapporteur spécial du P.S., a répondu favorablement à la demande des rapatriés. Il souligne notamment que la proposition de loi déposée par son parti est « fondée, en ce qui concerne l'indemnisation, sur une réparation immédiate et intégrale des pertes subies avec renouvellement dans les meilleures conditions de l'économie nationale ». M. Riba ajoute : « Si les élections permettent à la gauche d'accéder aux responsabilités gouvernementales, le P.S. prend l'engagement d'ouvrir une négociation avec les rapatriés, sur la base de ce texte, pour chercher avec eux à mettre un point final au drame de ces Français qui ont trop souffert et à sceller leur réconciliation définitive avec le pays. »

• Si associations de rapatriés : l'ANAFONAMA, France-Afrique, le C.N.P.J., le RANFRAN, la MAPA et le F.N.R., demandent au gouvernement de publier « sans tarder » les textes de l'application de la loi de réinstallement et de l'aménagement des prises à la réinstallement et à la loi d'indemnisation. Elles rappellent également « la nécessité de relancer la commission de concertation sur les retraites privées ». —

Le journal mensuel de documentation politique  
**après-demain**  
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :  
**LES PRIX ET  
L'INFLATION**

Envoyer 10 francs timbres au chèque à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris en spécifiant le dossier demandé et 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

## Société

Protestation contre certains régimes de détention

< Sécurité renforcée >  
et < plus grande sécurité >

Sept détenus : Jean-Michel Boudin, Michel Desposito, Taleb Hadjadj, Roger Knobelspiess, Jacques Merline, François Bassé et Daniel Dohrleil, affirment dans une lettre récemment adressée à la presse, qu'ils entameront, le 9 janvier, des mouvements de grève de la faim, pour dénoncer ce qu'ils nomment les « quartiers de haute sécurité ».

Leur but proclamé est de dénoncer ces « quartiers d'extermination » et d'en « exiger l'abrogation ». Les signataires de la lettre s'en prennent à « l'abus de pouvoir, l'injustice, le sadisme, l'arbitraire, le non-respect de nos droits... armes employées pour nous détruire ». Ils ont reçu le soutien du CAP (Comité d'action des prisonniers) et du Comité travailleur-sudiste.

Tous les établissements ou quartiers de sécurité renforcée ont été créés par un décret du 23 mai 1975 pour recevoir « les condamnés qui, par leur personnalité ou leur comportement, ne peuvent être malmenés dans un autre établissement ».

La réforme mise en place à cette époque prévoit pour les condamnés définitifs à une longue peine deux catégories d'établissements d'accueil : les centres de détention à régime relativement souple et les malsons centraux, à régime plus dur. Les établissements et quartiers de sécurité renforcée appartiennent à la seconde catégorie ; ils en sont l'élément le plus rigoureux et semblent exclure ou réservé — la possibilité de « préserver ou de développer les possibilités de reclassement des condamnés » prévues dans les autres types d'établissement.

Le Comité d'action des prisonniers (CAP) et plusieurs autres associations ont tiré, à diverses reprises, l'attention sur ce régime pénitentiaire accusé de « fabriquer des feuves ». L'annonce d'une grève de la faim prochaine de sept détenus soumis à un régime comparables fait suite à la campagne d'information organisée par le CAP et le Comité travailleur-juge devant le Musée d'art de Fresnes, au mois de novembre 1977 (Le Monde du 12 novembre 1977).

Dès le mois de juillet 1975, le CAP, auxquels s'étaient joints divers mouvements, avait demandé l'annulation par le Conseil d'Etat du décret du 23 mai précédent. Le CAP estime qu'il avait été modifiée, par voie réglementaire, des dispositions relatives à la détermi-

nation des crimes et délits et à l'application des peines qui ne peuvent l'être que par voie législative (Le Monde du 12 juillet 1975).

Au 1<sup>er</sup> décembre 1977, 48 personnes étaient détenues dans 7 établissements ou quartiers de sécurité renforcée, dont le capacité totale est de 240 places : 3 à Bourgoin (30 places), 6 à Brive (32 places), 7 à Eurex (21 places), 8 à Uzès (20 places), 10 à Mende (44 places), 4 à Tarbes (45 places) et 3 à Tulle (36 places).

On peut remarquer au ministère de la Justice que les signataires de ce « préavis de grève dans les quartiers de haute sécurité » n'étaient pas détenus dans des établissements ou quartiers de sécurité renforcée, lorsqu'ils ont rédigé leur lettre, mais dans des « quartiers de plus grande sécurité » (1). Ces quartiers (parole réduite à une ou deux cellules) sont destinés, dans les prisons en principe réservées ou condamnées à une courte peine, à isoler des condamnés jugés dangereux qui, ne sont pas encore condamnés à une peine définitive. Il est prévu de créer quatre cents places de cette nature dans toute la France.

L'isolement, les conditions de sécurité (barreaux renforcés, doubles portes), auxquelles sont soumis ces détenus, expliquent en partie qu'ils aient assimilé leur statut à celui des détenus en régime de sécurité renforcée.

(1) La situation de deux détenus pris en détention a été modifiée : Jean-Marie Boudin est en transit ; Michel Desposito est détenu dans un quartier de sécurité renforcée depuis la 3 décembre 1977.

## AUX JOURNÉES INTERNATIONALES DE TECHNOLOGIE DE DAKAR

## Des universitaires à la recherche d'une « voie africaine »

De notre envoyé spécial

Dakar. — Peut-on trouver une « voie africaine » pour enseigner et développer la technologie ? Cent cinquante personnes, dont près de la moitié d'Africains, étaient réunies il y a quelques jours par l'AUPEL (Association des universités entièrement ou partiellement de langue française), l'Institut universitaire de technologie (I.U.T.) de Dakar et l'Association des ingénieurs et techniciens africains pour les premières « Journées internationales de technologie ». Enseignants ou chercheurs en majorité, les participants ont en souvent mal, malgré leurs intentions, à sortir du cadre universitaire pour chercher une nouvelle pédagogie.

Comment réussir « le transfert de la saine culture autochtone dans la civilisation technique », selon le formule du sociologue Edgar Morin citée par M. Abdou Diouf, le premier ministre sénégalais ? L'importance de techniques des pays industrialisés accroît la dépendance - bénéficiaires - en les incitant à acheter de nouveaux produits. Les « transferts » ont aussi des lâches répercussions sur l'environnement :

Un développement  
« endogène »

La formation de techniciens et de cadres à l'étranger s'accompagne de déperditions considérables : une grande partie des diplômés — parfois plus de la moitié, se dira d'enseignants français — restent dans le pays de formation qui leur offre de meilleures conditions de travail. Les premières formations d'ingénierie, en Afrique, ne remontent qu'à quelques années, dix ans parfois, après les formations traditionnelles.

## FORMATION AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

Cycle spécial organisé par

L'INSTITUT NATIONAL DU MARKETING  
Groupe I.F.G.

Douze journées échelonnées sur quatre mois par sessions de deux jours Exclusivement réservé aux cadres et dirigeants d'entreprises

Début du cycle : 19 et 20 JANVIER 1978

Renseignements et inscriptions :

André CÉZARD - I.N.M. - Groupe I.F.G.  
37, quai de Grenelle, 75738 PARIS Cedex 15  
Tél. 578-61-52

## Les suites de l'extradition de M. Klaus Croissant

## Deux magistrats demandent des explications sur le comportement d'un avocat marseillais

De notre correspondant

Marseille. — Par réaction contre l'extradition de M. Klaus Croissant, un syndicat d'avocats marseillais organisait le 18 novembre 1977, une manifestation symbolique au cours de laquelle une gerbe mortuaire dédiée « au droit d'asile et aux libertés de la défense » avait été jetée dans le grand bassin qui occupe le centre de la place du port de la gare (Le Monde du 18 novembre). La confédération des membres du syndicat des avocats de France du Syndicat de la magistrature, de l'Union syndicale de la magistrature, des greffiers et du personnel administratif du palais de justice de Marseille, a également jeté à l'eau, auquel quelques remous dans le monde judiciaire marseillais puisque à deux reprises, le 21 novembre et le 15 décembre 1977.

Évasion au cours d'un transfert.

Un détentu, M. Louis Roubat, vingt-quatre ans, s'est évadé lundi matin 21 janvier, au cours de son transfert entre la prison de la Santé, à Paris, et Bourges (Cher). M. Roubat, qui était transféré à Bourges pour y être entendu au sujet d'un cambriolage, a réussi à maîtriser les trois gendarmes chargés de surveiller pendant le voyage et à s'échapper du train Paris-Bourges, à La Ferté-Saint-Aubin (Loiret), après avoir tiré le signal d'alarme. Armé d'un pistolet dérobé à l'un des gendarmes pris en otage, M. Louis Roubat a été arrêté au bout de deux heures, accompagné de sa femme et de ses deux enfants, à la confiture jusqu'à Paris, près de la gare d'Italie. Le malfrat, déjà auteur de deux évasions dans le passé, n'a pas été retrouvé.

Le procès de M. Klaus Croissant souvrira le 9 mars prochain à Stuttgart, a annoncé un porte-parole du ministère de la justice, au lendemain de l'audience de Stuttgart. La douzième chambre pénale du tribunal de grande instance siégera au tribunal-forteresse de Stuttgart-Stammheim les 9, 14, 21 et 31 mars, ainsi que les 3 et 14 avril, premières dates d'audience réservées pour le procès, qui pourrait ensuite se poursuivre les lundi et mardi de chaque semaine jusqu'à l'éronde du verdict attendu pour l'été. — (A.P.P.)

Le catastrophique d'un sabotage. — Le corps de dix-sept passagers du Boeing 747 d'Air India qui s'est abîmé en mer le dimanche 26 janvier au large de Bombay, où a été retrouvé l'an dernier le corps de l'ingénieur de la compagnie indienne qui refusa à toute déclaration sur l'hypothèse d'un sabotage. Les causes de l'accident ne pourront être déterminées selon lui, que lorsque certaines pièces de l'appareil auront été retrouvées. Seule la queue de l'appareil a jusqu'ici été repêchée. — (A.P.P.)

À rompre avec les formules « classiques » d'enseignement et de recherche, il faut augmenter les rendements agricoles et inciter des nomades à se fixer on-lis, parfois, provoqué une rupture de l'équilibre écologique dont les conséquences ont été dramatiques en période de sécheresse. Le plus souvent, c'est l'équilibre social qui est menacé : la mécanisation des exploitations agricoles les plus modernes accroît le chômage et accélère l'exode vers des villes déjà surpeuplées. La concurrence des produits industriels tue l'artisanat traditionnel.

Pour compenser ces handicaps, les solutions proposées par les participants au colloque pouvaient se résumer au quelque moyen : repérer la formation du milieu, afin d'assurer un « développement endogène » selon un terme popularisé par l'UNESCO. D'abord limiter au maximum les formations à l'étranger, et lorsqu'elles sont inévitable, les abréger ou les transformer en tant que possible afin d'éviter de « dépester » les étudiants.

Ensuite donner aux établissements d'enseignement africaine une structure « verticale » (c'est-à-dire réunissant à la fois futurs ingénieurs et futurs techniciens), rassurer leurs liens avec le milieu économique en développant les stages — notamment dans les petites et moyennes entreprises — et en confiant des responsabilités d'enseignement à des cadres, plus encore que dans les pays industriels : éviter des formations trop spécialisées, et intégrer des éléments de gestion, pour rendre les diplômes capables de faire fonctionner des entreprises. Enfin, pour les thèmes d'enseignement et de recherche, partir des besoins locaux, notamment ceux du milieu rural (eau, énergie, l'habitat, le stockage et la conservation des produits agricoles).

L'unanimité est faite aussi pour s'intéresser aux techniques africaines traditionnelles et tenir de les ramener et les développer, pour les adapter au nouveau contexte : le fond des centres de formation africains (mousetiers, pâtisseries, longeron...) notamment en Haute-Volta et au Sénégal, les paysans africains n'ont-ils pas trouvé une pharmacopée encore valable ? Et ceux de Casamance le moyen de lessiver des sols salins pour y cultiver le riz ? Les prochaines journées de technologie doivent être consacrées au monde rural.

Peu de participants ont paru prêts

## M. André Robert, président du tribunal de grande instance de Marseille, et M. Alain Vialard, président de la République, ont adressé des lettres conjointement à M. Edouard Alexander, bâtonnier de l'ordre des avocats de Marseille. Dans ces lettres, il est reproché à M. Gérard Bismuth, secrétaire général de la section des CAP de Marseille, d'avoir manifesté devant un congrès d'avocats en robe « un certain nombre d'hostilité envers l'ordre ».

Dans la première lettre, il est demandé à l'avocat de s'expliquer sur les faits et notamment sur des propos politiques prononcés lors de la manifestation et considérée comme « une révolte » par le procureur de la justice. Dans la seconde lettre, le procureur de la République réitère sa question et demande plus précisément quelle décision le conseil de l'ordre compte prendre.

Le bâtonnier a transmis les lettres à M. Bismuth, qui a vivement réagi en rétorquant : « Il s'agit évidemment d'une méthode bien connue jusque-là proposée du syndicalisme ouvrier : elle consiste à condamner une action syndicale en la qualifiant de politique. Nous pensons que tout regard sur la justice et ses lois, et sur l'expression syndicale, est rationnel et professionnel, tandis que ceux qui sont les acteurs (avocats et magistrats) sont de nature politique. (...) Si manifestez parce que les droits de la défense ont été bafoués dans l'affaire Croissant est un acte politique, alors je me permets d'ajouter que l'acte d'envoyer des avocats à l'encontre de l'heure des accès qui se sont déroulés contre la grève atteinte aux libertés est aussi un engagement politique. »

Le procès de M. Klaus Croissant souvrira le 9 mars prochain à Stuttgart, a annoncé un porte-parole du ministère de la justice, au lendemain de l'audience de Stuttgart. La douzième chambre pénale du tribunal de grande instance siégera au tribunal-forteresse de Stuttgart-Stammheim les 9, 14, 21 et 31 mars, ainsi que les 3 et 14 avril, premières dates d'audience réservées pour le procès, qui pourrait ensuite se poursuivre les lundi et mardi de chaque semaine jusqu'à l'éronde du verdict attendu pour l'été. — (A.P.P.)

## LES HANDICAPÉS DANS L'ENSEIGNEMENT

## On ne titularise pas un hémiplégique

Récevant à l'Elysée, samedi 31 décembre, des personnes handicapées (« le Monde » du 3 janvier), le président de la République a notamment déclaré : « J'ai appris l'autre jour que les textes qui fixent les conditions d'aptitudes physiques aux emplois publics n'avaient pas été revus depuis la guerre et qu'ainsi de nombreuses personnes handicapées se trouvent écartées de la fonction publique. Naturellement, ceci va changer. » Le cas de M. Jacques Thiandier, hémiplégique, maître auxiliaire depuis neuf ans, illustre cette situation : la titularisation vient de lui être refusée.

Parce qu'ils n'ont pas été reçus aux concours du CAPES d'enseignement. Je ne comprends pas, s'interroge M. Thiandier, si j'ai fait la preuve que je pourrais enseigner depuis tant d'années, je ne vois pas pourquoi je serais dans l'incapacité de continuer comme titulaire. » Au ministère, on tente d'expliquer : « Les adjoints d'enseignement peuvent avoir une surveillance et il n'y a pas de difficultés à donner un handicapé. » En réalité, l'attribution des tâches des adjoints d'enseignement dépend du chef d'établissement qu'on voit mal soumettant un handicapé à des activités requérant des personnes ingambes.

La pression syndicale, l'exécration des malades auxiliaires ont cependant incité les pouvoirs publics à accroître le nombre des titularisations internes. Désormais, les malades auxiliaires peuvent devenir des adjoints d'enseignement sans un barème d'ancienneté d'enseignement de la part du chef d'établissement. Toutefois, d'après l'ordre, la barre est montée.

Mais il faut aussi aux candidats à la titularisation ne pas être handicapés physiques. C'est ainsi que les services du ministère viennent de faire savoir au proviseur de l'annexe du lycée Chateaubriand que les malades auxiliaires handicapés ne peuvent pas déposer de dossier de titularisation. Pourtant, M. Jacques Thiandier enseigne dans ce lycée, qui dépend de l'académie de Versailles, depuis neuf ans : pourtant, sa femme, handiquée hémiplégique comme lui, a été

CHRISTIAN COLOMBANI.

(1) L'arrêté 13 de février 1939 définit les conditions d'aptitude physiques pour l'admission aux emplois publics. L'article 36 bis distingue une liste des malades incompatibles avec les emplois : alcooliques, tuberculeux, malades mentaux, hémiplégiques, malades nerveux-vasculaires, entorses, entorses et plaies chroniques, maladie du cœur, maladie cardiaque, hypertension maligne, néphrite chronique grave, ophtalmie lipidique, spinaux, arachnoidites, polyarthrites, polyarthroses, maladie neuro-musculaires (myopathie).

## CORRESPONDANCE

## Tuer la géographie pour la faire revivre?

Après la réunion à Paris des « Etats généraux de l'histoire et de la géographie » (Le Monde du 20 décembre), M. Jean-Yves Dedecker, de Vannes, docteur en géographie, nous écrit notamment :

Je ne connais pas les nombreux programmes d'histoire et géographie, mais ce qu'on dit n'arrive à constater le caractère particulièrement fondamental de ma discipline. Cela qu'est ce que la géographie ? Cela qu'est ce que l'enseignement des hommes et de leurs activités dans un milieu naturel qu'ils doivent nécessairement transformer pour ne pas avoir à le subir ? Science des équilibres et des déséquilibres, la géographie permettrait alors à chacun de pouvoir comprendre les problèmes réels et aux futures responsables politiques ou autres, de pouvoir prendre des décisions en meilleure connaissance de cause.

Cela permettrait surtout aux géographes de prendre la place qui est la leur à côté des architectes et des ingénieurs, dont la formation technique se révèle souvent insuffisante pour leur permettre d'apprendre les problèmes dans toute leur complexité. Il est grand temps que l'enseignement de deux disciplines aussi différentes que l'histoire et la géographie, malgré leur caractère parfois complémentaire soit enfin dissocié. Cela éviterait aux historiens d'enseigner également la géographie et aux géographes d'enseigner également l'histoire. Chaque spécialiste pourrait alors mieux se consacrer à sa propre discipline.

Je suis géographe, et c'est en tant que tel que j'ai été recruté par l'architecte du bâtiment de Morbihan pour m'occuper des problèmes d'aménagement et d'environnement dans ce département : et depuis plus de dix ans déjà, j'ai quotidienement l'occasion de constater l'inadéquation

Il faudrait grandement transformer l'enseignement de la géographie tout en la reliant au niveau de la géologie : et au niveau de l'agriculture. Cela soulève au contraire, vivement l'opposition de certains élites. Cela éveille aux historiens d'enseigner également la géographie et aux géographes d'enseigner également l'histoire. Chaque spécialiste pourrait alors mieux se consacrer à sa propre discipline.

Je suis géographe, et c'est en tant que tel que j'ai été recruté par l'architecte du bâtiment de Morbihan pour m'occuper des problèmes d'aménagement et d'environnement dans ce département : et depuis plus de dix ans déjà, j'ai quotidienement l'occasion de constater l'inadéquation

Qu'on n'aile pas me dire que je crache dans la soupe : je souhaite au contraire, vivement que les sciences s'améliorent vite pour que la géographie puisse enfin vivre vraiment.

Mais je rêve parce que cela il faudrait grandement transformer l'enseignement de la géographie tout en la reliant au niveau de la géologie : et au niveau de l'agriculture. Cela soulève au contraire, vivement l'opposition de certains élites. Cela éveille aux historiens d'enseigner également la géographie et aux géographes d'enseigner également l'histoire. Chaque spécialiste pourrait alors mieux se consacrer à sa propre discipline.

Je suis géographe, et c'est en tant que tel que j'ai été recruté par l'architecte du bâtiment de Morbihan pour m'occuper des problèmes d'aménagement et d'environnement dans ce département : et depuis plus de dix ans déjà, j'ai quotidienement l'occasion de constater l'inadéquation

Qu'on n'aile pas me dire que je crache dans la soupe : je souhaite au contraire, vivement que les sciences s'améliorent vite pour que la géographie puisse enfin vivre vraiment.

Mais je rêve parce que cela il faudrait grandement transformer l'enseignement de la géographie tout en la reliant au niveau de la géologie : et au niveau de l'agriculture. Cela soulève au contraire, vivement l'opposition de certains élites. Cela éveille aux historiens d'enseigner également la géographie et aux géographes d'enseigner également l'histoire. Chaque spécialiste pourrait alors mieux se consacrer à sa propre discipline.

Je suis géographe, et c'est en tant que tel que j'ai été recruté par l'architecte du bâtiment de Morbihan pour m'occuper des problèmes d'aménagement et d'environnement dans ce département : et depuis plus de dix ans déjà, j'ai quotidienement l'occasion de constater l'inad

# Le Monde DE LA MÉDECINE

## L'espérance de vie vers de nouvelles limites

Une certaine confusion règne depuis quelques années dans les idées concernant le bien-être des soins médicaux sur la santé. L'origine de ce doute tient en particulier dans l'affirmation, formulée parfois comme une accusation, qu'il n'existe pas de corrélation entre la quantité de soins consommés et l'état de santé des populations, tel qu'il se reflète dans les indicateurs nationaux de mortalité ou de longévité.

En particulier, l'observation d'une stagnation pendant quelques années de l'espérance de vie aux États-Unis — considérés comme le modèle des pays industrialisés — a fait naître une critique fondamentale sur le bien-fondé de la croissance de la consommation de médicaments et de soins médicaux.

### EN FRANCE : l'alcoolisme explique la surmortalité masculine

Un Français né en 1975, et qui aurait des conditions de vie semblables à celles d'aujourd'hui, peut espérer vivre en moyenne soixante-neuf ans. Mais une petite fille, dans les mêmes conditions de vie, en moyenne soixante-dix ans, soit huit ans de plus. Il y a quinze ans, l'espérance de vie à la naissance pour les hommes était de soixante-trois ans et de soixante-huit ans et huit mois pour les femmes. Ainsi, l'écart entre la longévité moyenne des hommes et des femmes a tendance à s'élargir et rien n'indique actuellement qu'une réduction de cette fréquence puisse un jour être observée, sinon par l'augmentation de fréquence du tabagisme chez la femme, dont on n'observe l'incidence statistique qu'après plusieurs dizaines d'années d'exposition au risque. Le tableau ci-contre, qui tient compte des plus récents chiffres disponibles en France, indique quelle est l'espérance de vie à différents âges.

Ces chiffres montrent la France au rang de la dernière selon les «deux critères» vis-à-vis des principaux pays du monde : pour les hommes, l'espérance de vie à la naissance se place en troisième position, derrière tous les pays nordiques, les Pays-Bas, l'Espagne, l'Italie, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne) ; pour les femmes, la France n'est devancée que par la Suède (devant deux autres de plus), la Norvège et les Pays-Bas. C'est l'alcoolisme, à forte prévalence masculine, qui est habituellement reconnu comme le facteur explicatif principal de cette différence.

D'une manière générale, en Europe, l'espérance de vie s'est très peu modifiée au cours des dernières années. En France, elle

est en augmentation régulière, mais faible, de l'ordre de 0,4 % par an. À l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), qui collecte certaines données de morbidité et de mortalité qui interviennent dans les prévisions à court terme, on estime que les variations conjoncturelles observées au cours des deux dernières années (absence d'épidémie hivernale de grippe notamment) provoqueront sans doute une remontée sensible de l'espérance de vie.

Mais ce phénomène serait alors transitoire et n'a pas la même signification que celui qui a été observé aux États-Unis sur une période de dix ans. En revanche, des campagnes d'éducation sanitaire telles qu'elles ont été lancées au cours des deux dernières années par le ministère de la santé et de la sécurité sociale pourraient vraisemblablement se traduire par des résultats à court

terme, à condition toutefois que la population française se montre «réceptive» à ce genre de mesure collective.

Il faut en effet noter que les deux seuls pays dans lesquels on observe une augmentation récente et notable de l'espérance de vie, les États-Unis et la Finlande, avaient des taux de mortalité par maladies cardio-vasculaires sensiblement plus élevés que les autres pays. Certains facteurs génétiques ont été invoqués pour expliquer cette caractéristique. Ces deux pays sont aussi les seuls à avoir entrepris des programmes nutritionnels, de telle sorte qu'il est tentant d'établir une relation causale entre ces mesures de prévention et la tendance nouvellement observée. En France, la mortalité par maladies cardio-vasculaires, qui explose 37,5 % des décès, est stable depuis cinq ans, avec un taux annuel moyen de 398,7 pour cent mille habitants.

### A DIFFÉRENTS ÂGES ET PAR SEXE

AGE	En 1968		En 1970		En 1974	
	H	F	H	F	H	F
Nécessite	45,3	27,7	52,1	38,8	59	75,9
20 ans	41	46,3	48,7	52,1	58,8	58,3
30 ans	33,9	36,4	38,1	43,8	41,5	48,6
40 ans	26,7	29,1	30,2	34,7	32,3	39,1
50 ans	19,8	21,6	22	26	23,9	29,9
60 ans	13,3	14,6	14,9	17,9	16,4	21,3
70 ans	7,9	8,7	9	10,8	10,3	12,5
80 ans	4,4	4,9	4,7	5,7	5,9	7,3

Source : INSERM (Mme le Dr Hatton, H. Garros), Le Vésinet, 1977

Si l'on compare les chiffres de la première rangée entre eux, on constate que jusqu'en 1950 la meilleure part de l'augmentation relative de l'espérance de vie fut obtenue grâce au recul de la mortalité infantile. Depuis 1950, par contre, l'espérance de vie après la cinquantaine a plus vite augmenté, en valeur relative, que l'espérance de vie à la naissance. Cette constatation doit cependant tenir compte du fait qu'un gain de même ampleur, absolu est bien plus scolaire, en valeur relative, dans les tranches d'âge élevées qu'à la naissance, à cause de l'amplitude de la population résiduelle à laquelle il se rapporte.

POINT DE VUE

### La recherche française : un amer sujet de réflexion

par le professeur GAUTRAY (\*)

Il y a aujourd'hui depuis cette distinction éclatante. Par-delà ces attitudes, c'est l'occasion de s'interroger sur les conditions en France de la recherche et du progrès médical. Certes, il est possible de faire de la recherche en France : bien que les disponibilités financières ne soient pas suffisamment croissantes, des fonds sont accessibles : la politique de personnel cependant est gravement restrictive. Mais les grandes personnalités ont peu de chances de s'épanouir. Elles apparaissent dans des disciplines nouvelles non encore écrasées par la pesanteur des habitudes (la biologie moléculaire dans les années 60) et en dehors où le carcan universitaire n'enseigne pas (Institut Pasteur). Les autres membres de l'Université médicale peuvent être brillants, carbes, mais sont faits au moule, ils constituent des décalages de leurs maîtres et suivent le progrès médical, mais en sont rarement les précurseurs. C'est là une situation de fait qu'il faut considérer avec lucidité.

La France a brillé dans l'invention médicale jusqu'aux années 30. Elle semble bien s'être affaiblie depuis. Les États-Unis donnent au contraire depuis les années 40 alors que les grands talents ne paraissent pas aussi nombreux auparavant. Est-ce par hasard ? On semble ne pas avoir retenu le reflet de l'Université médicale américaine sur des bases entièrement nouvelles réalisée à partir de 1930, et réflectée à Princeton. Les grandes universités (Harvard, Californie...) s'en sont

(\*) Chirurgien et gynécologue, université de Paris-Val-de-Marne.

ceul des décès par accident vasculaire cérébral décline de 3 % par an pour le groupe d'âge de soixante-cinq à soixante-quinze ans.

Par le nombre de personnes concernées (un million de décès pour causes cardio-vasculaires en moyenne aux États-Unis, par an, jusqu'en 1975), ces progrès permettent largement de compenser l'augmentation de la mortalité par le cancer du poumon, dont le taux a été multiplié par quatre en vingt ans, et expliquent un allongement sensiblement de la longévité moyenne. Au total, l'espérance de vie globale aux États-Unis est passée de 70,4 années en 1900 à 72,8 en 1976, ce qui représente la plus forte taux de croissance jamais observé dans ce pays.

Comment peut-on expliquer cette nouvelle tendance ? On pourrait être tenté d'y voir un démentiel formel à ceux qui mettent en doute l'efficacité des techniques médicales. Mais peut-on avec certitude établir un lien causal entre certains progrès de la médecine et ces résultats ? D'autres facteurs, qui dépendent du mode de vie plus que de la profession médicale, doivent-ils être invoqués ? Enfin, ces résultats encourageants au sens de la santé publique peuvent-ils être espérés en France, et quelles conséquences peut-on en attendre ? Tel est l'objet du débat que permettent d'ouvrir les nouvelles données relatives à l'espérance de vie dans les pays à haut niveau technologique.

Dr J.-F. LACRONIQUE.

### AUX ÉTATS-UNIS : un mode de vie qui change

ENTRE 1950 et 1963, la mortalité par crises cardiaques a augmenté de 20 % aux États-Unis, comme dans de nombreux pays industriels. En 1964 furent lancés de grands programmes de santé publique, l'un destiné à réduire le consommation de tabac, l'autre à changer les habitudes alimentaires des Américains.

Le but recherché était précisément de s'éloigner de la mort : la mortalité, responsable chaque année de la mort de plus d'un million d'Américains. Le choix de cette stratégie était motivé par un précédent récent : on avait observé, dans les pays nordiques, un déclin sensible des maladies cardio-vasculaires immédiatement après l'imposition des restrictions alimentaires de la guerre. Ce changement était intervenu rapidement, en l'absence de toute innovation thérapeutique, et pouvait sûrement être attribué à l'appauvrissement du régime alimentaire.

Dès 1963, des mesures diététiques sévères furent conseillées aux Américains, en même temps que se généralisa l'affichage de contenu calorique et nutritif des produits alimentaires. Depuis 1964, une tendance à la baisse de la mortalité cardio-vasculaire a été notée, et cet effet s'est affirmé régulièrement au fil des années depuis lors. Mais ce n'est qu'en 1974 que le premier bilan statistique complet fut publié, confirmé ensuite par des études du Centre national des statistiques de santé, qui montrent que la mortalité pour causes cardio-vasculaires, en neurologie, est en décroissance rapide : le nombre d'attaques cérébrales a passé de 124 pour 10 000 habitants en 1950 à 59 pour 10 000 en 1975, tandis que la mortalité par maladie ischémique cardiaque décroît au rythme de 2,5 % par an. Mais cette catégorie de malades n'explique pas toute l'évolution en matière d'espérance de vie : presque toutes les maladies, à l'exception du cancer

du poumon, diminuent de fréquence, et la mortalité infantile, en particulier, régresse d'une manière importante. Le nombre de morts par accident a lui-même diminué, grâce, en premier lieu, à la limitation de vitesse généralisée à 55 miles/heure (88,5 kilomètres/heure) sur les autoroutes.

La crème, le lait et les graisses animales

Dans ce dernier cas, il est possible d'attribuer à une cause identique l'essentiel de l'effet obtenu. En ce qui concerne la mortalité par maladie cardio-vasculaire, une telle relation causale est extrêmement difficile à établir. On peut, en effet, remarquer qu'entre 1963 et 1975 le consommation de tabac a diminué de 22 %, celle de crème et de lait de 20 %, celle de beurre de 22 %, et, surtout, celle de graisses animales de 44 %. Mais, en même temps, des progrès ont été obtenus aussi dans le domaine des traitements bêtis-bloquants entre autres) dans les secours d'urgence et la réanimation (monitoring, défibrillateurs, ballon aortique...), dans les techniques chirurgicales. Il ne faudrait pas négliger, par ailleurs, le rôle de l'exercice physique, qui connaît une popularité nouvelle, ou ancora, plus discrète, de l'amélioration des conditions de travail. Ainsi, une conjonction de facteurs est ici en cause et rien ne permet actuellement d'attribuer à chacun d'eux la mesure exacte de son rôle dans l'ensemble.

Le rôle protecteur de certaines protéines

En septembre 1977, au cours d'un symposium international à Philadelphie, deux tendances s'opposent sur la philosophie des programmes de prévention des troubles cardio-vasculaires. Les uns considèrent que les résultats acquis justifient une intensification des interventions sur le mode de vie, et ce facteur explique les meilleures résultats obtenus par les médecins. Dans cette hypothèse, c'est vers une intensification des mesures «médicales» de prévention et de traitement qu'il faudrait s'orienter; 2) la gravité moyenne des cas admis s'est abaissée grâce aux changements dans le mode de vie, et ce facteur explique les meilleures résultats obtenus par les médecins. Dans cette hypothèse, c'est vers un contre-vérité un «rationnement» des ressources médicales que l'on pourrait logiquement se diriger, puisqu'on sait que le seul disponible des hôpitaux suffit à trouver l'usage, sauf si l'adaptation naturelle de la demande aux besoins réels. C'est, en tout état de cause, cette dernière hypothèse qui a été retenue par les pouvoirs publics américains : l'Institut de médecine, branche de l'Académie des sciences, a même recommandé en juin 1977 que la capacité totale en lit hospitalier soit diminuée de 10 % en moins de cinq ans.

### POUR LA SCIENCE

N°3 JANVIER 1978

édition française de SCIENTIFIC AMERICAN

AU SOMMAIRE

LE PROGRAMME DE LA FÉCONDATION. La fusion d'un spermatozoïde et d'un ovule déclenche une série de changements monstrueux des concentrations ioniques qui empêchent la fusion d'autres spermatozoïdes et favorisent le développement de l'embryon.

LA VIE SUR MARS. Si les sondes Viking ont échoué leurs expériences biologiques, sans mettre en évidence l'existence de la vie sur Mars, elles ont néanmoins permis de mieux connaître la chimie de la surface de la planète.

LES OUTILS EN STILET AU PALÉOLITHIQUE. MODE DE GROUPEMENT DES GALAXIES. DIFFUSION DE LA CHIQUERIA PAR UN PLASMA. CHATS ET ÉCHANGES COMMERCIAUX.

IRRIGATION AU GOUTTE À GOUTTE. CONSEQUENCES D'UNE CRISE D'ÉNERGIE.

MENSUEL en vente chez les marchands de journaux.

## LE MONDE DE LA MÉDECINE

## LE MAINTIEN A DOMICILE DES PERSONNES ÂGÉES

## Comment remplacer l'hospice ?

« SUN-CITY » et « Young-Town » sont les noms de deux villes américaines, dans l'Arizona, à interdites aux moins de dix-huit ans et qui permettent à des vieillards fortunés de prendre une retraite ensolillée loin des cris d'enfants. Il ne faudrait pas que la disparition des hospices, en France, décidée par la loi sociale de 1975, s'accompagne de ces formes nouvelles de ségrégation : ces villes-soleil américaines, véritables ghettos pour riches, ont peu à envier, en effet, aux ghettos pauvres que sont nos mouvements actuels.

Les pouvoirs publics, conscients de ces dangers, mènent depuis plusieurs années une politique de maintien à domicile des personnes âgées. Celle-ci est-elle appliquée avec toute la rigueur voulue ? Les personnes âgées condamnées à vivre en institution sont-elles seulement celles qui ont perdu toute autonomie ? Tel n'est pas du moins l'avis du professeur Henrard, chef de service des consultations à Sainte-Perrière (Paris) : « Si on voulait réellement maintenir chez elles les personnes âgées victimes d'une griffe, d'une insuffisance cardiaque ou d'une fracture, il faudrait, dit-il, « un nombre beaucoup plus important d'aides soignantes à domicile. Mieux encore aurait été de constituer des équipes mobiles composées de médecins, de kinésithérapeutes, d'infirmières, comme dans le troisième arrondissement, à Paris. »

## Guérir en quatre-vingts jours

Quelles que soient les mesures prises dans ce domaine, il demeurera toujours des vieillards dont l'état nécessite une prise en charge de longue durée ; ainsi, les grabataires, les déments néophytes et tous ceux arrivés au stade terminal et invalidant d'une ou plusieurs maladies. Les « maisons de curé médical » conçues par le gouvernement pour se substituer aux hospices (le Monde du 17 août) sont-elles des établissements adaptés à ce type de population ?

C'est une hypocrisie de parler de cure, par définition provisoire, pour des malades condamnés à vivre et mourir dans ces institutions, déclare le professeur Henrard. Et on a eu tort surtout de médicaliser ces établissements, alors que l'accident devrait être mis sur l'animation. Pour le docteur Leroux, chef de service à l'hôpital-hospice de Vierzon : « On a ainsi créé une petite médecine à côté de la grande médecine de l'hôpital, alors qu'il n'y a que des vieillards malades et des vieillards bien portants. » Idéalement, pour ces deux médecins, il ne devrait rien exister entre l'hôpital et le maintien à domicile, sinon des établissements de

NICOLAS BEAU.

## CORRESPONDANCE

## Une formation inadaptée

L'article que nous avons publié dans « Le Monde de la médecine » du 7 décembre, sur l'opposition en médecine, a suscité la réaction du professeur Georges Génot (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) les réflexions suivantes sur le mode actuel de formation des médecins hospitaliers.

Le corps des hospitalo-universitaires a globalement (1), une triple fonction : soins, enseignement, recherche.

Quelques réflexions permettent une bonne préparation à cette triple fonction ? Non.

La situation est caricaturale dans « l'cas des disciplines cliniques où le seul critère « objectif » de recrutement est l'internat — épreuve théorique et pratiquée, sous la houlette d'un ou de deux patrons.

1) Les fonctions de soin. — Les internes recourent, pour la pratique, une formation convenable dans le domaine des soins. Celle-ci n'a d'ailleurs rien de spécifique aux C.H.U. (quel différencier entre un interne alors qu'un pensionnaire à l'hôpital à Saint-Brice ?).

Ce qui menace la formation des membres du corps hospitalo-universitaire dans le domaine des soins et nuit à la qualité de ceux-ci est l'hyperspecialisation :

## CONFÉRENCES EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

15 h. Conférence sur les énergies nouvelles, par M. Magnien.  
15 h. Visiteurs anciens et leur sauvegarde, par Louis Girotto.  
21 h. Problèmes de l'apprentissage des relations humaines, par Alexandre Andrusky.  
23 h. La psychopathologie contrôlée, par Jean Tellise. Avenue Franklin-D.Roosevelt, 75008 PARIS

ni dans la formation ni dans le recrutement ultérieur, n'est edgeé un critère objectif de compétence à la médecine générale, qui nait à la capacité de synthèse, pourtant indispensable à toutes activités médicales.

2) La fonction d'enseignement. — Le chef de clinique est formé dans ses fonctions d'enseignement — souvent à contre-cœur, comme une corde indispensable — sans formation (formation pédagogique), avec l'illusion qu'il suffit de se servir pour enseigner. Aucune formation dans le domaine de la définition des objectifs, des techniques pédagogiques, des méthodes d'évaluation, de la didactique.

Cela devrait amener à la constitution d'instituts de préparation à l'enseignement supérieur, où devrait passer tout candidat à des formations d'enseignement dans les C.H.U. et de départs de pédagogie dans les C.H.U. J.S.

3) La fonction de recherche.

Il est à remarquer l'absence totale de critère objectif de formation scientifique lors de l'admission : ni en méthodologie (ex-statistique...), ni en techniques expérimentales, ni en connaissances théoriques. C'est d'ailleurs ce constat qu'a fait l'INSERM en

refusant très sagement d'attribuer systématiquement le droit de voter à tous les membres de ranc. A des C.H.U. pour les commissions scientifiques spécialisées.

Tous les candidats à une agrégation devraient satisfaire à des critères objectifs tels que (à débattre) :

— Formation en statistique :

— Matrice de biologie humaine et de sciences.

— Travail de recherche sérieux ayant donné naissance à une thèse (ce serait peut-être la place de la thèse de médecine).

— Publication dans des journaux à comité de lecture ;

— Séjour dans un laboratoire de recherche.

Cela devrait être critères de ce type que sont recrutés les professeurs de médecine américaine. Combien de ciliociens français seraient capables de faire ce qu'on appelle des « clinical investigations » ?

Pour les fondamentalistes le système actuel souffre des mêmes défauts que celui qui leur formation scientifique est nécessaire, l'absence de biologie humaine exigée pour beaucoup de disciplines). Pour ce qui est des soins, le caractère très spécifique de leur intervention rend peut-être moins inacceptable la nécessité de leur formation clinique (encore ce n'est-il contestable).

Leur formation pédagogique est très insuffisante, compensee — peut-être par une pratique très intense (dans les premières années).

II. Plutôt qu'individuellement, car il est difficile d'exiger que chaque personne suive les trois formations simultanément. Par contre un découpage dans le temps est nécessaire.

مكتبة من الأصل

## L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

## FAUTE D'UN FINANCEMENT SUFFISANT

## La base antarctique française pourrait être abandonnée

■ Charles Deyant : EST-CE NORMAL, DOCTEUR ?, Presses de la Cité, 240 pages.

Avec une mise en page élégante, un rythme régulier, le Dr Deyant mène sa réflexion dans ce livre sur la « normalité », c'est-à-dire le besoin d'enfourner à la norme socialement admise : norme de travail à la limite du travail humain, norme de consommation à la limite de ce que le commerce et l'industrie peuvent faire acheter ; norme du plaisir, des loisirs, du bonheur. Malheureusement ce livre antiscientifique dans son intention est scientifique par son thème et par son analyse de la question qui le guide : anticolonialiste, il est purement moral donc sans conclusion, car elles ne remettent même pas en cause un ordre politique donné, ou une organisation sociale partiellement. Est-ce normal, lorsque ne se perd pas un million de voitures ? La question est légitime, et mériterait peut-être un accord un peu plus statique de la notion de normalité, ne serait-ce que pour démontrer le problème à des dimensions rendues possibles. Le discours anticolonialiste dérange ses séditions initiales, apparaît dans ce livre avoir mal supporté l'espérance du temps et s'épuiser en se moroisaient. C'est à ce point qu'il a suivi en Amérique ; il est regrettable qu'il n'ait pas pu plus s'organiser dans l'Antarctique.

■ A question peut en effet être posée au seul examen de quelques chiffres : la subvention affectée à la Terre-Adèle pour 1977 a été de 15 millions de francs. Celle de 1978 serait du même ordre. Or, si l'affranchissement du navire polaire donne, indispensable à la relève et au ravitaillement de la base, coûte cette année 12 millions de francs, et le total des salaires versés au personnel est de 4 millions de francs.

Il est vrai que 2 millions de francs sont récupérés en sous-affranchissant le bateau aux Australiens, qu'environ 200 000 francs supplémentaires destinés à l'équipement scientifique et à la maintenance de ce matériel sont fournis par l'enveloppe-recherche, et que des opérations importantes mais ponctuelles bénéficient de crédits particuliers : ainsi, cette année, le forage qui est en cours au Dôme C sur la calotte glaciaire à quelque 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville, a atteint le niveau de l'enveloppe-recherche à 1 million de francs.

Sans M. Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas eu d'expéditions françaises, ni en Antarctique, ni au Groenland. Le fait est certain. Le statut unique des E.P.F. eo porte la marque : elles ont été fondées par décision du conseil des ministres du 27 février 1947, qui a chargé M. Paul-Emile Victor d'organiser et d'effectuer des expéditions de recherches scientifiques dans les régions polaires. Un premier subvention de 50 millions de francs fut attribué aux E.P.F. et l'aviso Comandon-Charcot partit dès le début de 1948 pour la terre Adèle... et n'y arriva pas, la glace de mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique.

Trente ans après leur création, les expéditions polaires françaises (E.P.F.) vont-elles pouvoir continuer à faire fonctionner Dumont-d'Urville, la seule base antarctique française ?

■ L'question peut en effet être posée au seul examen de quelques chiffres : la subvention affectée à la Terre-Adèle pour 1977 a été de 15 millions de francs. Celle de 1978 serait du même ordre. Or, si l'affranchissement du navire polaire donne, indispensable à la relève et au ravitaillement de la base, coûte cette année 12 millions de francs, et le total des salaires versés au personnel est de 4 millions de francs.

Il est vrai que 2 millions de francs sont récupérés en sous-affranchissant le bateau aux Australiens, qu'environ 200 000 francs supplémentaires destinés à l'équipement scientifique et à la maintenance de ce matériel sont fournis par l'enveloppe-recherche, et que des opérations importantes mais ponctuelles bénéficient de crédits particuliers : ainsi, cette année, le forage qui est en cours au Dôme C sur la calotte glaciaire à quelque 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville, a atteint le niveau de l'enveloppe-recherche à 1 million de francs.

Sans M. Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas eu d'expéditions françaises, ni en Antarctique, ni au Groenland. Le fait est certain. Le statut unique des E.P.F. eo porte la marque : elles ont été fondées par décision du conseil des ministres du 27 février 1947, qui a chargé M. Paul-Emile Victor d'organiser et d'effectuer des expéditions de recherches scientifiques dans les régions polaires. Un premier subvention de 50 millions de francs fut attribué aux E.P.F. et l'aviso Comandon-Charcot partit dès le début de 1948 pour la terre Adèle... et n'y arriva pas, la glace de mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique.

■ André Conord : L'AFFAIRE SOLOMIDES, Jean-Jacques Fauret, p. 47. F.

La couverture de ce livre fait dans un gros lettrage, dans la partie supérieure, le nom de l'auteur : « Dr Henri Pradal ». En fait, les huit pages qui le composent sont faites d'accusations discutables, parfois même invraisemblables. Il est difficile de lire ce livre sans avoir mal supporté l'espérance du temps et s'épuiser en se moroisaient.

Sans M. Paul-Emile Victor, il n'y aurait pas eu d'expéditions françaises, ni en Antarctique, ni au Groenland. Le fait est certain. Le statut unique des E.P.F. eo porte la marque : elles ont été fondées par décision du conseil des ministres du 27 février 1947, qui a chargé M. Paul-Emile Victor d'organiser et d'effectuer des expéditions de recherches scientifiques dans les régions polaires. Un premier subvention de 50 millions de francs fut attribué aux E.P.F. et l'aviso Comandon-Charcot partit dès le début de 1948 pour la terre Adèle... et n'y arriva pas, la glace de mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique.

■ Pourquoi maintenir une base, à l'autre bout du monde ? L'endroit est froid (de - 25 °C ou - 30 °C, - 35 °C parfois pendant l'hiver, à 1 °C ou 2 °C pendant l'été), très venteux (les vents de 140 à 150 kilomètres à l'heure y sont fréquents et peuvent dépasser, en pointe, les 300 kilomètres à l'heure), désert (aucune végétation, à part de rares et minuscules lichens).

Toute la zone antarctique est une région privilégiée pour l'étude de l'activité solaire et des répercussions de celle-ci sur l'environnement terrestre. Les lignes de force du champ magnétique terrestre dessinent, en effet, au-dessus des régions polaires arctique et antarctique, une sorte d'entonnoir dans lequel tombent particules solaires et particules cosmiques.

■ L'Antarctique possède un deuxième atout scientifique : sa calotte glaciaire 125 millions de kilomètres cubes de glace, soit plus des deux tiers de toute l'eau douce de notre planète, qui existe probablement depuis une douzaine de millions d'années, constitue de véritables archives de climat (le Monde du 31 août).

Sans le déchirement de celles-ci par analyses d'échantillons de glace prélevés dans la calotte, comment peut-on espérer comprendre les variations climatiques ?

■ Tel est le but du forage à 1 000 mètres qui est actuellement en cours sur le « Dôme C » à 3 200 mètres d'altitude et 1 000 kilomètres au sud-ouest de Dumont-d'Urville. Il est agrandi, si bien qu'actuellement elle comprend une trentaine de bâtiments — « vie communale », logement, centrale électrique, laboratoires, entrepôts, hangars etc. — totalisant une surface de 3 500 mètres carrés couverts. Elle est occupée par trente-cinq « hivernants » renouvelés chaque année, auxquels viennent s'ajouter, pendant l'été austral, une vingtaine ou une trentaine d'estivants, dont le nombre varie en fonction des besoins... et des crédits.

Depuis la loi de 1959, mise pratiquement en application en 1959, la terre Adèle est l'un des quatre districts du Territoire d'outre-mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique. Depuis 1959, mise pratiquement en application en 1959, la terre Adèle est l'un des quatre districts du Territoire d'outre-mer ayant empêché le navire d'atteindre le continent antarctique.

■ Retardé par des accidents survenus en janvier et décembre 1975 à trois avions C-130 américains, puis par le retard d'un mois subi par le bateau pendant l'hiver austral 1975-1976, le forage a commencé au début de décembre 1977. Selon les nouvelles parvenues à Paris, les cent trente mètres du névé superficiel ont déjà été traversés par un carottage électromécanique de conception nouvelle du laboratoire de glaciologie du CNRS, à Grenoble. Au 19 décembre, on était à 300 mètres, la glace étant formée par un carottage thermoelectrique.

■ Trente-quatre stations permanentes

Si tout se passe bien, le forage atteindra la profondeur de 1 000 mètres (l'épaisseur de la glace au « Dôme C » est d'environ 4 000 mètres) et permettra de remonter des échantillons de glace formée entre 0 et - 25 000 ans. La période étudiée couvrira donc la dernière phase de la dernière glaciation, le réchauffement et le climat actuel avec ses variations. On espère aussi mesurer les tensions en éléments-traces et voir si celles-ci peuvent être reliées à l'activité industrielle récente et actuelle.

En dehors de tous ces intérêts scientifiques, le maintien d'une base antarctique peut être aussi justifié par la présence des trente-quatre stations que les Etats-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Chili, la République d'Afrique du Sud et le Japon entretiennent sur le continent austral ou sur les îles antarctiques. Laisser vide la place française serait d'autant plus regrettable que de nombreux pays du tiers-monde manifestent un intérêt grandissant pour les ressources minérales (éventuelles) et vivantes (réelles) de la zone située au sud du 60° parallèle.

■ En l'état actuel des connaissances et des techniques, l'exploitation de ces ressources sera réalisée largement d'un futur lointain et imprécis. Même dans cette perspective incertaine, il serait dommageable que la France se retire de l'Antarctique, d'autant que la France — en compagnie de l'Argentine, du Chili, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège — revendique une portion du continent austral.

■ YVONNE REBEYROL

(1) De 1947 au 1<sup>er</sup> avril 1978 (date de son entrée dans l'E.P.F.) M. Paul-Emile Victor a été directeur des E.P.F. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1978, la direction des E.P.F. est exercée par M. André Conord, directeur adjoint depuis plus de quinze ans.

HÔPITAL  
SOCIÉTÉ  
SOLDES  
dominique

## CARNET

## DÉFENSE

## SPORTS

## Naissances

— Chantal et Christian Tardieu ont la joie d'annoncer la naissance de Pauline, le 22 décembre 1977 à Paris.

## Décès

— M. Gilbert Bocca (Tunis), M. et Mme Aldo Bocca et leurs enfants (Tunis);  
M. et Mme Eugène Maïka et leurs enfants (Tunis);  
M. et Mme Marc Bocca et leurs enfants (Paris);  
M. et Mme Jean Bocca et leurs enfants (Grenoble);  
M. et Mme Pierre Bocca et leurs enfants (Tunis). Les familles Blumenthal, Chibou, Dallal, Lumbroso, Sigala, Sada, Gatti, Lévi, Bébi, Pitoussi, Ghéria, Byda, Chedid, Mani, parents et aînées ont su porter la douleur de faire partie des décos de leur très chère et regrettée aînée (Bocca).

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 14 h. 30, en l'église de Corneille-en-Bessin. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons la mort à Besançon de Guy TARDIER.

Inté à Reims en 1952, René Tardier a beaucoup contribué à la ville et notamment à Besançon, où il s'est installé peu après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en 1952. Il est l'architecte de la cité universitaire de Besançon construite avant la deuxième guerre mondiale, de son monument à Notre-Dame de la Libération et de l'église Saint-Pierre à Reims. Il s'était pris de passion pour l'architecture ancienne franc-comtoise sur laquelle il avait écrit un ouvrage. En tant qu'érudit des monuments historiques, on lui doit de nombreux articles dans l'ordre des séances de l'Académie de Besançon.

Les obsèques ont eu lieu le 27 décembre 1977. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Mme de Marsella, Tunisie, rue Pierre-Brossolette, 63310 Le Pré-Saint-Gervais.

— M. le professeur Bouvain Mme Armande, Mme et le docteur J. Mugica, Mme et Mme Bouvain, Et la famille, ont la douleur de faire partie du déces de Mme le docteur Andrée BOUVAIN, survenu à Saint-Cloud le 29 décembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châlons-Saint-Martin (91).

— Belfort, Montbéliard. Mme Anne-Marie Dassetto, ses enfants, sa belle-sœur, sa belle-mère, saucr, belle-sœur et tante, ont la douleur de faire partie du déces de Mme le docteur André BOUVAIN, survenu à Saint-Cloud le 29 décembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châlons-Saint-Martin (91).

— Mme Anna-Marie Dametto, ses enfants, sa belle-sœur, sa belle-mère, saucr, père, fils et gendre, décédé à Montbéliard le 21 décembre 1977, dans sa quarante-deuxième année.

Le cérémonial religieux sera célébré le 3 janvier 1978 à 16 heures en l'église Saint-Martin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

## INSTITUT

## MORT DU COMTE DORIA

Le comte Arnould Doria membre de l'institut, historien d'art et collectionneur, est mort à Paris le 27 décembre.

Il était licencié en droit et diplômé de l'école du Louvre. Le comte Doria se consacra à partir de 1927 à l'histoire de l'art et à sa collection privée, composée de peintures françaises et italiennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Lauréat de l'Académie des beaux-arts en 1930 et 1933, il fut nommé membre de l'Académie des beaux-arts en 1951, qu'il préside en 1962.

On relève parmi ses principaux ouvrages des études sur les trois œuvres de Caravage, sur la portraits de Frédéric et des Croquis de guerre et d'incision.

— M. René de Saint-Laumer, Mme et Mme Bernard de Saint-Laumer et leurs enfants, M. et Mme Jean Verdier et leurs filles.

M. et Mme François de Saint-Laumer et leurs enfants, M. et Mme Jean de Saint-Laumer et leurs enfants Cravari et leurs enfants.

M. et Mme Jacques de Saint-Laumer et leurs enfants, dont la douleur de faire partie du déces de

Mme Guy de SAINT-LAUMER, née Marguerite de Certainnes, le 31 décembre 1977 à Verrières.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 14 h. 30, en l'église de Corneille-en-Bessin. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons la mort à Besançon de Guy TARDIER.

Inté à Reims en 1952, René Tardier a beaucoup contribué à la ville et notamment à Besançon, où il s'est installé peu après avoir obtenu son diplôme d'ingénieur en 1952. Il est l'architecte de la cité universitaire de Besançon construite avant la deuxième guerre mondiale, de son monument à Notre-Dame de la Libération et de l'église Saint-Pierre à Reims.

Il s'était pris de passion pour l'architecture ancienne franc-comtoise sur laquelle il avait écrit un ouvrage. En tant qu'érudit des monuments historiques, on lui doit de nombreux articles dans l'ordre des séances de l'Académie de Besançon.

Les obsèques ont eu lieu le 27 décembre 1977.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Mme de Marsella, Tunisie, 45, rue Pierre-Brossolette, 63310 Le Pré-Saint-Gervais.

— M. le professeur Bouvain Mme Armande, Mme et le docteur J. Mugica, Mme et Mme Bouvain, Et la famille, ont la douleur de faire partie du déces de Mme le docteur André BOUVAIN, survenu à Saint-Cloud le 29 décembre 1977.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Châlons-Saint-Martin (91).

— Belfort, Montbéliard.

Mme Anna-Marie Dametto, ses enfants, sa belle-sœur, sa belle-mère, saucr, belle-sœur et tante, ont la douleur de faire partie du déces de Mme le docteur André BOUVAIN, survenu à Montbéliard le 21 décembre 1977, dans sa quarante-deuxième année.

Le cérémonial religieux sera célébré le 3 janvier 1978 à 16 heures en l'église Saint-Martin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-HONGGOVA, survenu le 18 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Thiais dans la plus stricte intimité.

— M. le Comte Coquelin, 75007 Paris.

— Mme Pierre Menard, Mme Françoise Menard et Sophie, M. Gérard Pulebat et Mme, née Claude Menard, et leurs enfants, Olivier, Marie et Eric, et Mme Jean-Pierre Menard et Philippe.

Mme François Menard, M. Michel Menard, Mme Juliette Leconte, Mme Sophie Leconte. Le colonel Roger Angelini, ont la douleur de faire partie du déces de M. Pierre MENARD, leur époux, père, grand-père et allié, décédé à Antibes le 29 décembre 1977.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Pierre à Marseille dans l'enceinte de Villa Soumara, traverse Record, 06600 Cap-d'Ail.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les docteurs J. et J.-L. Accard ont la tristesse de faire partie du déces de Mme Barbara GIMET-H









	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCE	30,00	34,32
PRDP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,62

## ANNONCES CLASSEES

	La min. sol.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENCE	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



### emplois internationaux

#### FABRICANT FRANÇAIS matériel minier

Nous exportons 60% de notre C.A. dans le monde entier en bénéficiant du réseau international du groupe auquel nous sommes rattachés pour représenter nos intérêts auprès de :

##### FILIALE ANGLAISE

du groupe, nous recherchons jeune

#### INGENIEUR

Mines Centrales, E.T.P., Arts et Métiers

3 à 5 ans d'expérience en exploitation ou entretien en mines ou travaux souterrains. Anglais courant, fortes qualités relationnelles.

Il assure des missions multiples de prospection, négociations, suivi technique, apprêts et liaisons administratives. Poste basé à NEWCASTLE, déplacements fréquents. Rémunération départ : environ 100 000 F.

Env. C.V. photo s/réf SYS-11 à : COMPETENCES 2, rue Childebert 69002 LYON

#### SOCIETE MINIERE AU NIGER (ZONE FRANC)

Filiaire d'un très important Groupe français (8000 personnes), recherche pour son siège de concentration, un

#### CHEF DE DEPARTEMENT TRAITEMENT MINERAIS

Il faut un Ingénieur, Grande Ecole ou ENSI, ayant de préférence opté pour une spécialisation géo-chimique. Son expérience sera celle d'un homme de production dans une industrie de process, du type hydro-métallurgie, sidérurgie ou métallurgie.

Il aura au moins 35 ans.

Contrat fermé - avantages et garanties d'Expatriation - Scindulation des ententes assurée jusqu'en fin d'essai.

Envir avec C.V. explicit sous référence STM à :

**CETAGEP**  
10 AVENUE ANTOINE LEMARINIER 75010 PARIS LE ROI

#### offres premier emploi

##### INSEGE

proposé à

#### 40 JEUNES DEMANDEURS DE PREMIER EMPLOI

(moins de 22 ans, 3 ans min. d'études sup.) UN STAGE REMUNÉRÉ

Durée : 6 mois dont stage en entreprises.

Objectifs :

- Connaissance pratique de l'entreprise

- Entrainement à la recherche d'emploi

- Contact avec entreprises

- Orientations professionnelles

COULEURS ASSURÉES PAR L'ETAT

Env. lettre motivée et C.V. à : n° 6210, c/o LE MONDE à Publicité, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS (9e)

GROUPE INSEP

##### PREMIERE EMPLOI

nous offrons

#### DEUX STAGES REMUNÉRÉS D'INSERTION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE (janvier-juillet 1978)

six jeunes demandeurs d'emploi de 18 à 25 ans.

- Contrôleurs budgétaires (niveau requis : Bac + 2 ou 3).

- Inspecteurs commerciaux et animateurs (niveau requis : Bac + 1).

Candidatures : L.G.E., 2, r. de la Paix, 75002 Paris - Tél. : 280-10-30.

Vous désirez devenir

#### CADRE DU TRANSPORT

après un stage gratuit, remunéré par l'Etat, du 16-1 au 26-7, des postes sont offerts

- Conditions : moins de 25 ans ; Formation : Ecole de commerce, Licence, DEUG, DUT, Droit Gestion, Sciences Eco.

**AFT CESTRAL**

52-54, quai National - 92 Peutouze, tél. 776-43-94, poste 32-47.

## ANNONCES CLASSEES



### emplois régionaux

Sociétés en pleine expansion appartenant à un Groupe International et spécialisées en Chaufferie et montage industriel recherchent pour postes en

#### AFRIQUE NOIRE

#### 2 adjoints au chef d'exploitation

(Cameroun et Sénégal)

- Jeunes Ingénieurs (28 ans minimum) diplômés Grande Ecole
- Expérience dans le montage industriel apprécié
- Anglais indispensable

#### 1 technicien

30 ans minimum pour service étude et chiffage devis (Siège Social Parisien)

- Expérience dans fonction similaire indispensable.
- Formation Bureau d'Etudes, dessin exigé.

#### 1 technicien

30 ans minimum pour service étude et chiffage devis (Siège Social Parisien)

- Expérience dans fonction similaire indispensable.
- Formation Bureau d'Etudes, dessin exigé.

Transmettre lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 12.974 M à : HAVAS CONTACT, 136, Bd Haussmann 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS autre-mer, étranger, par rapport hebdomadaire. Envir OUTRE-MER MUTATIONS, B.P. 14-09 Paris.

Société d'ingénierie à vocation internationale recherche pour ses activités à l'étranger

#### INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Avoir une expérience en travaux publics et assainissement.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé, célibataire, s'exprimant couramment en anglais. Veuillez écrire

(Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Société d'ingénierie en rénovation et réparation recherche

#### PAYSAGISTE DIPLOMÉ

Pouvant faire état de quelques années d'études en matière de paysagisme et d'horticulture, recherchez un candidat retenu sera disponible rapidement pour travailler à Paris ou à l'étranger (Ville, C.V. + dern. r.m.).

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Société d'ingénierie en rénovation et réparation recherche

#### INGÉNIEUR ÉLECTROMÉTALLURGIQUE

De formation supérieure, cet ingénieur aura reçus une première formation dans les domaines de l'électromécanique et de l'électrotechnique.

Les candidats intéressés doivent prendre contact avec : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR ROUTIER

Obtient d'une grande Ecole ayant une expér. professionnelle acquise pour partie à l'étranger et une grande facilité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

Important Bureau d'Etudes à vocation internationale Siège Social Paris recherche

#### INGÉNIEUR

Vous êtes disponible

Vous avez une forte personnalité et une grande capacité d'adaptation et le goût des contacts humains. Vous avez minimum 25 ans et un niveau Bac + 2 ans d'études supérieures

REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale

Jointure C.V. et précisant votre dernière carrière) à : 7, rue de l'Amiral Courbet, 75016 PARIS.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,18
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

REPRODUCTION INTERDITE

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le n°/col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



### emploi régional

**130.000 F.** **Création de poste**  
Société de béton - prêt à l'emploi - regroupant plusieurs centrales - 200.000 m<sup>3</sup>/an - effectif 60 personnes - recherche son

#### Directeur Général

Ingénieur T.P. Diplômé d'Ecole Commerciale ou Équivalent

Dans le cadre d'une gestion décentralisée, il sera responsable du C.A., du développement et de la rentabilité de sa région.

Disposant d'une large autonomie, il devra prendre en charge tous les aspects de cette fonction sur les plans :

- technique : équipement, méthodes, approvisionnement, planning, transport ;
- commercial : définir et contrôler les objectifs et les moyens commerciaux dans le cadre de la politique définie par le Groupe, animer la force de vente ;
- gestion : coordonner et gérer l'ensemble des activités et assurer les relations extérieures.

La réussite de ce poste reposera davantage sur la personnalité, les qualités d'animateur, sur l'expérience et les compétences techniques que sur la seule formation.

L'étendue du secteur contrôlé exige une grande disponibilité.

Lieu de travail : Sud de la France.

sélé CEGOS Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous ref. 73422/M à Mme CLERÉ - Sélé CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

### emploi régional

#### directeur des ventes

**140.000 F**

Société française existante implantée sur son marché et spécialisée dans la Distribution de produits alimentaires par vente directe, recherche dans le cadre de son expansion un DIRECTEUR, dans la région de Paris, ayant la volonté de prendre progressivement la Direction d'une force de vente de 500 représentants dont il devra assurer l'encadrement, l'animation et la contrôle.

Les critères de recrutement sont les suivants :

Le candidat sera un homme de terrain et un gestionnaire ; une expérience spécifique d'au moins 3 ans de la vente directe (téléphonie, vente à l'édition, Electro-Ménager) est indispensable.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSYC sous la référence 71261/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

#### NORMANDIE Fabricant et Distributeur Produits SECOND-ŒUVRE DU BÂTIMENT recherche

#### analyste-programmeur

IBM 34 - LANGAGE GAP

Responsable de la maintenance des systèmes dédiés et de leur compatibilité, le candidat engagé sera en charge de concevoir et mettre en place un système de gestion de production.

Envoyer C.V., photo et préventions, sous référence 411 M au :

Cahier Jean-Claude MAURICE  
Conseil en Gestion du Personnel  
42, rue Legendre - 75017 PARIS

#### SOCIÉTÉ IMPORTANTE ACCESOIRS AUTOMOBILE

Leader dans sa branche

4.000 personnes - 5 usines

recherche pour son

SERVICE CENTRAL ACHATS

Région SENSI (89)

#### ACHETEURS EXPÉRIMENTÉS

Connaissances approfondies dans les domaines suivants :

- matières plastiques et métalliques ;
- matériaux métalliques ;
- traitements de surfaces.

Envoyer C.V. et préventions sous la n° 42280, Contesse Publicité, 20, av de l'Opéra, Paris (1<sup>e</sup>)

Très importante société  
industrielle française secteur  
électronique recherche  
pour usine  
ALSACE

#### INGÉNIEURS DE PRODUCTION

diplômés grandes écoles : A.M., Centrale, Mines, DÉBUTANTS ou ayant quelques années d'expérience.

Adresser C.V. et préventions à n° 12238  
EMPLOIS ET ENTREPRISES  
18, rue Volney - 75002 PARIS

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour GRANDE VILLE OU SUD-OUEST

CHEF D'ÉQUIPE  
EXPLOITATION  
ORDINATEUR

Trois à cinq ans d'expérience  
dans cette qualification  
sur Iris 80.

Disponible immédiatement.

Nationale française expér.  
Envoyez avec C.V. détaillé,  
précis et précis sous n° 41496

CONFIDENCE PUBLICITÉ  
23, av de l'Opéra - 75002 PARIS  
Cedex 01, ou transmettre.

Institution Saint-Joseph, 74265  
THONON 161, (74) 77-00-11 ch  
PROFESSOR GRANDE SAISON

Adr. candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

Le candidat et C.V. man.  
prêt à n° 8186, à la Mairie  
de THONON, 5, rue de Malbuisson  
74242 Paris 16<sup>e</sup>, qui transmettra

à TOULOUSE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,14
AUTOMOBILES	30,00	34,02
AGENDA	30,00	34,02
PROF. COMM. CAPITAUX	30,00	34,02
	85,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi



Pour faire face à son expansion en France illustrée par l'acquisition récente de la Chocolaterie Lavinia

ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe International Chocolaterie Confiserie implanté sur le marché français avec Smarties, Nuts, Quality Street, Kit Kat, After Eight, Menier, Chocoréve, Lavinia, etc...

recherche

### 2 chefs de produits

qui seront chargés :

- proposer et assurer l'exécution de la politique marketing pour une gamme de produits
- assurer la gestion des budgets et la réalisation des objectifs de profit
- être l'interlocuteur des agences de publicité.

Les candidats retenus devront :

- être diplômé(e) d'une Grande Ecole Commerciale ou l'équivalent
- avoir acquis une expérience de 3 ans minimum dans la gestion de produits de grande consommation.

(Référence CMA)

La pratique courante de l'anglais est indispensable pour ces postes.

L'un des leaders mondiaux de son marché, le Groupe offre de grandes opportunités d'évolution. Lieu de travail : MARNE LA VALLEE, 15 mn Ports de Bercy par A4.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en rappelant le référence à Jacques Houbert,

ROWNTREE MACKINTOSH SA - 77420 NOISIEL.

### chef de promotion

Rattaché au Directeur de la Promotion des Véhicules, il définit, organise, met en œuvre et évalue les actions de la Direction Commerciale, les promotions Circuit Court et Circuit Long de l'ensemble de la Gamme.

Il devra, faire preuve de créativité et de méthode, et aimer travailler en équipe. Ce poste convient à un homme ou une femme de 25 à 30 ans minimum, ayant une formation ESCAE ou équivalente, au moins deux ou trois ans d'expérience en promotion des ventes, marketing ou publicité. Une bonne connaissance des différents canaux de distribution seraient un atout supplémentaire.

(Référence CPO)

### IMPORTANT GROUPE PETROLIER

cherche à pourvoir 2 postes à plein temps de

### médecins du travail

#### POUR LA DIRECTION MEDICALE

du siège situé à Paris, nous recherchons un médecin titulaire du CES médecins du travail et prêt à assurer, en tant qu'adjoint au Médecin Chef de la Direction Médicale, la surveillance médicale du personnel au siège et dans les établissements de la région parisienne.

Ce poste vous offre à l'intérieur de notre Groupe de réelles perspectives d'avenir.

POUR UNE RAFFINERIE (effectif 1000 personnes environ) située en Normandie nous recherchons d'urgence un médecin titulaire du CES Médecine du Travail, afin de lui confier la responsabilité du SERVICE MEDICAL AUTONOME.

La nature des interventions qu'il devra assumer — soit totalement (surveillance médicale, évaluation des urgences) — soit avec l'assistance d'un spécialiste d'hygiène industrielle (toxicologie, ergonomie, hygiène industrielle), les hautes responsabilités qui s'y rattachent ainsi que les relations qu'il devra entretenir avec la hiérarchie et le personnel, supposent — en plus des compétences professionnelles — de larges facultés d'adaptation et de décision, une personnalité parfaitement autonome.

Une expérience de quelques années dans une fonction similaire serait évidemment très souhaitable.

Pour ces postes qui n'imposent aucune continuité nuit ou week-end — la connaissance de l'anglais sera un atout très apprécié.

Les candidats à l'un ou l'autre d'entre eux sont invités à adresser rapidement leur dossier sous référence 14.279 à SNPEM-PA - 100 avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cedex, qui le transmettra.

Qu'en échange, précisez de façon claire le nom des Sociétés avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en relation)

### INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

Augmentation minimum annuelle du C.A. : 30 % INTERTECHNIQUE, qui est bénéficiaire du plan de croissance du Ministère de l'Industrie, recherche

1) Pour la Direction des Etudes du Département Informatique :

#### ● INGÉNIEURS LOGICIEL (Grande Ecole)

Débutant ou ayant 1 ou 2 années d'expérience. Connaissance en transmission de données et en logiciel indispensables. (REF. 659).

#### ● PROGRAMMEURS (REF. 660)

Titulaires du DUT, débuteants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en logiciel.

Ces postes nécessitent des connaissances, soit en transmission des données et logiciel, soit en systèmes de gestion temps réel.



#### ● AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (REF. 661)

Titulaires BTS ou DUT, débuteants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique.

2) Pour plate-forme de mise au point systèmes informatiques :

#### ● AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS (REF. 662)

Titulaires BTS ou DUT, débuteants ou ayant 1 ou 2 années d'expérience en Informatique.

Nombr de avantages sociaux par seconds d'entre-prise, dont prime de fin d'année. Restauration, service quotidien du café à partir de :

Porte d'Auteuil - Porte de Saint-Cloud - 3 gares de RER, 100 places, 100 places d'Orléans - Gare de Plaisir - Gare de Transilien - Gare de Massy - Adr. C.V. avec prét. en précisant réf. annonce, à Direction du Personnel :

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

### chef du personnel

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il sera chargé de la gestion du personnel pour le Siège Social (1000 personnes), tout sur le plan administratif que sur celui des relations individuelles et collectives. Il lui sera demandé aussi de collaborer à l'informatisation de la paye et de mettre en place l'horaire variable.

Le candidat que nous recherchons est un jeune diplômé d'études supérieures, âgé ou minimum de 30 ans et ayant une expérience de 3 à 5 années dans un poste similaire.

Adresser, lettre manuscrite, détaillée et photo, renseignement complémentaire, soit à : 77240 POISSY 92150 CLEERE.

Si ce poste ne vous intéresse pas, nous vous proposons d'autres postes.

Poste réf. 144/M.

### ALSTHOM-ATLANTIQUE

ESTABLISSEMENT LE BOURGET

Recherche pour Mises en Service et Essais, en France et à l'Etranger de Groupes Turbines et Alternateurs de grande puissance, pour combustibles Fossiles et Nucléaires, et de Centrales Complètes de production d'Energie Electrique

### jeunes ingénieurs

X. Centrale, Supolec, Mines de Paris, ENSTA, Arts & Métiers, Centrale Lyon, ICAM, ESCAM, IDN, Mines de Nancy, ENSEGE Grenoble, ENSEM Nancy, ENSSA Rouen, Poly. Zurich...

Formation complémentaire et mise au courant en usine et sur chantiers, avant prise de responsabilités en Service.

Déplacements de longue durée principalement, en France et à l'Etranger.

Evolution de carrière assurée à l'intérieur de la Société.

Relations Sociales SS, av. Jean Jaurès 93350 Le Bourget.

Poste réf. 144/M.

### steria

#### recherche plusieurs ingénieurs informaticiens

pour travailler sur des systèmes temps réel ou des logiciels de base :

• compilateurs et moniteurs sur intel-ordinateurs

• systèmes de communication téléphonique (public et privé)

• applications spatiales : lanceurs de satellites, systèmes d'armes

• télétransmission et réseaux à commutation de paquets.

Une expérience professionnelle de 1 à 4 ans est nécessaire.

Préparez votre C.V., photo et prétentions à :

Michel RITOULT  
26, av. de l'Europe  
75140 VELIZY

steria

### CHRYSLER FRANCE

recherche

### LE RESPONSABLE DE SON CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

Le titulaire du poste est chargé :

- de diriger et contrôler le production du centre d'exploitation doté de 3 ordinateurs IBM 370,
- de concevoir et planifier les moyens logistiques en traitement de l'information.

Il supervise un effectif de plus de 100 personnes.

Les candidats, âgés de 35 ans minimum devront posséder :

- une formation supérieure de haut niveau

- une grande expérience des problèmes d'exploitation liés à un très grand centre

- une aptitude à diriger et animer des équipes

- une très bonne maîtrise de la langue anglaise.

Outre la formation et l'expérience, l'accent sera mis au cours de recrutement sur les qualités d'initiative et de prise de décision et la capacité à assumer une responsabilité opérationnelle dans un contexte international.

Adresser votre dossier de candidature (C.V. + photo et rémunération souhaitée) à CHRYSLER FRANCE Administration du Personnel Cadres et ATAM, 45, rue Jean-Pierre Timbaud 78307 POISSY.

### 90.000 F. +

### Création de poste

Société de participations (40 filiales en province) elle-même filiale d'un groupe leader dans sa branche, recherche un

### Audit Interne

Directement Rattaché au Président Directeur Général

Il aura pour missions :

- audit comptable des filiales,
- assistance, soit à l'amélioration des procédures existantes, soit à la mise en place de nouvelles procédures.

L'objectif étant la mise en place progressive d'un système de contrôle à distance.

Pour réussir dans le poste, il est indispensable d'avoir une formation BTS-BP, ou équivalente, une expérience de niveau chef comptable, ayant comporté des missions d'audit, ou une expérience de cabinet comptable.

Lieu de travail : Puteaux - De nombreux déplacements de courte durée sont à prévoir.

Adressez votre manuscrit, C.V. détaillé et photo, renseignement complémentaire, soit à : 77240 POISSY 92150 CLEERE - 0146-CEGOS, 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Une Société assurant le « management technique » des filiales d'un groupe international distribuant des véhicules (Véhicules et FL) et des biens d'équipements en Afrique francophone recherche :

### UN CHEF DE SERVICE

### ASSISTANCE PIÈCES DE RECHANGE

90.000 F. +

Sous l'autorité du Chef du Département Pièces de Rechange et avec l'aide d'inspecteurs itinérants, il sera chargé d'animer les magasins pièces de rechange des filiales. A partir de l'analyse des différents tableaux de bord, il pourra être amené à implanter ou restructurer un magasin, à étudier une situation particulière, à recruter un équipe, à former le personnel local, à diriger un inventaire.

Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique, devra être un spécialiste de la pièce de rechange dans le secteur automobile, camion, tracteur, etc. Il pourra également avoir été inspecteur ou pièces de rechange à supérieurs des concessionnaires de ces mêmes secteurs. Ce poste implique 40 % du temps en déplacements. Il pourra également être basé en Afrique.

Poste réf. 144/M.

P

مدونات الأصل

• • • LE MONDE — 4 janvier 1978 — Page 19

	Le ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
Demandes d'emploi	11,44	
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENCE	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
Demandes d'emploi	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

#### B animateur de formation

PARIS  
Pour BOSSARD INSTITUT, Département du GROUPE BOSSARD, spécialisé dans les problèmes de formation et de communication sociale au sein des entreprises.  
Le titulaire sera intégré dans une équipe centrée sur la conception et la réalisation de stages de formation utilisant les techniques audiovisuelles. Son rôle sera essentiellement et dans une première phase, d'animateur de stage destiné aux employés et à la maîtrise du secteur de la Distribution.  
Il est requis un diplôme d'études supérieures (Finance ; psychologie, sociologie, sciences économiques ou école supérieure de Commerce), une expérience de 1 - 2 ans de la vie d'entreprise, si possible sur les problèmes de formation ; du goût et des compétences pour le métier de Conseil et de la disponibilité pour des déplacements fréquents.  
Adresser un C.V. et une lettre motivée sous réf. 2575/M à :  
**ORES** Hervé LE BAUT — ORES — GROUPE BOSSARD  
105, Boulevard Haussmann - 75008 PARIS

#### dernier appel EMPLOI des JEUNES

Pour donner une suite pratique à la loi du 5 juillet 1977  
les services commerciaux (Vente ou Management) du Groupe de Sociétés d'Assurances le plus important du secteur privé.

#### offrent 20 stages

à des jeunes de 21 à 25 ans, sans emploi actuel, du niveau bachelier et au moins, dans les conditions prévues par les décrets et arrêtés d'application de la loi.

Les stages de formation seront d'une durée de 6 mois et débuteront le 16 Janvier 1978

Ils comprendront une formation d'au moins 200 heures. A l'issue du stage les stagiaires pourront présenter leur candidature pour les postes correspondant à la qualification acquise.

Ces postes font appel à un sens aigu des relations humaines et de la responsabilité personnelle dans l'évolution du plan de carrière en fonction exclusive de l'efficacité.  
Ils bénéficient d'une rémunération moyenne parmi les plus élevées du monde industriel et commercial.

Toutes précisions sur les modalités de fonctionnement des stages et sur les postes et carrières auxquels ils préparent seront fournies aux candidats (es) qui auront été convoqués individuellement.

1re lettre manuscrite à PUBLI-BANS, réf. MA 1203, 12, rue Maronne, 75016 PARIS, qui transmettra (Avec le bien volonté rappeler la référence)

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE Proche PORTE D'ORLÉANS

#### ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

HOMME

Débutant ou ayant deux à trois années d'expérience professionnelle.

Formation juridique exclusivement.

NIVEAU MAÎTRISE

Adr. C.V. et prétentions sous réf. 41121 à CONTESSA Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.



Agip française s.a.

propose postes

#### attachés commerciaux

pour affectations :

##### • REGION PARISIENNE

##### • BASSE SEINE

Attributions impliquant une expérience récente de plusieurs années en :

- prospection et vente de tous les produits pétroliers auprès de l'industrie, des négociants, et des autres consommateurs ;
- prospection et vente lubrifiants moteurs auprès notamment patentés de l'automobile ;
- connaissance domaine Stations Service et pétroliers.

Profil :

- âge minimum : 28 ans,
- formation supérieure commerciale

Ces postes nécessitent la volonté d'atteindre des objectifs fixés. Ce travail impose des déplacements programmés fréquents chaque semaine et l'acceptation mobilité future.

Conditions fixées selon qualification acquise.  
Ecrire avec CV, photo et PRÉTENTIONS ANNUELLES à AGIP Française S.A., Service Personnel Juridique - 4, Quai des Etroits - 69321 LYON Cedex 1.

Réponse et discrétion assurées.

#### La direction financière d'une très importante Société ayant son Siège Social à Paris et de multiples Etablissements en province (surtout dans le Nord), recherche

#### adjoint au chef de service contrôle comptable interne

réf. 41350 A

ayant de très bonnes connaissances en comptabilité analytique et générale et des connaissances générales en informatique, plusieurs années d'expérience professionnelle en usine, et une expérience de l'Audit. Ce collaborateur participera à l'évolution des méthodes de comptabilité analytique.

#### attaché informatique

réf. 41350 B

INGENIEUR ayant complété, si possible, sa formation par IAE ou ICG, possédant au minimum 5 ans d'expérience de l'informatique, ayant assumé la fonction de chef de projet.

Il intervient au thème de formateur, conseil, chef de projet dans les domaines informatiques intéressants la Direction Financière.

Ces deux fonctions nécessiteront des déplacements en Province 2 jours par semaine environ.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous réf. correspondante CONTESSA PUBLICITE 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

#### Ingénierie Nucléaire

#### & Calculs de Structures

En Ingénierie nucléaire, les calculs de structures sont une phase essentielle à la démonstration de la fiabilité des équipements. Outre l'exploitation de programmes informatiques, destinés à établir les rapports de contraintes thermiques ou mécaniques, les "équipes calculs" réalisent les essais (expérimentaux ou en situation réelle de fonctionnement), et conduisent les actions de développement de nouvelles méthodes d'analyse. Cherchant à offrir responsabilité individuelle et créativité collective, elles doivent donc être pluridisciplinaires et de taille humaine.

C'est dans cet esprit que, Société en forte expansion, nous créons plusieurs postes dans les domaines suivants :

- Calculs de tuyaux (Réf. 1110)
- Encartes sous pression (Réf. 1111)
- Comportement vibratoire de structures mécaniques (Réf. 1112)
- Tenue ou serrage (Réf. 1113)

Ces postes conviennent à des Ingénieurs ECP, EMP, ENSAE ou équivalents possédant une expérience d'environ deux années en calculs dynamiques et statiques par la méthode des éléments finis.

Envoyer dossier de candidature en précisant la référence choisie à SWEETS BP.269.754.24 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

#### banque

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour son DEPARTEMENT INTERNATIONAL

#### CADRE Classe V ou VI

Adjoint au responsable du secteur Crédits internationaux.

Ce poste comporte :

- des négociations,
- le montage et le suivi des opérations,
- des études économiques,
- le contrôle du service gestion des crédits en euro-devise.

La candidat devra avoir :

- une expérience de plusieurs années dans ce secteur,
- des connaissances juridiques, économiques et comptables.

Anglais courant.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2200-M à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, RUE D'HAUVELLE - 75010 PARIS

UNIVERSITÉ PARIS I



vous propose du 13 au 16 juin 1978

UNE FORMATION GRATUITE ET REMUNEREE (90 % DU SMIC) PREPARANT AUX FONCTIONS D'ASSISTANT DE GESTION.

Conditions : être âgé de moins de 25 ans.

Niv. d'études : Bac + 3 ou Bac + 4.

Renseignements :

IFAPE : 162, rue Saint-Charles

75015 PARIS

Tél : 578-02-28

578-61-30

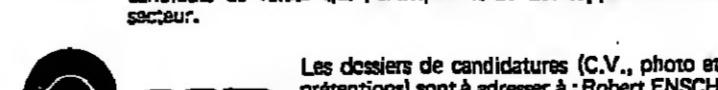
578-91-16

postes : 325 et 327

#### Ingénieurs Grandes Ecoles secteur informatique

Pour réaliser d'importants projets informatiques dans le secteur bancaire, le CAM, filiale Informatique d'un des plus puissants groupes financiers mondiaux recherche des ingénieurs, grandes écoles débutants et des ingénieurs ayant quelques années d'expérience en Informatique de Gestion. Ces postes sont destinés à des candidats de valeur qui participeront au développement d'un secteur.

Les dossiers de candidatures (C.V., photo et prétentions) sont à adresser à : Robert ENSCH  
Service du Personnel — CAM — 113, rue Jean-Marie Naudin - 92220 BAGNEUX



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,16
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	34,32
	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

### offres d'emploi

#### chefs de produits

90 000 F +

Un jeune laboratoire pharmaceutique en recherche et développement recherche deux hommes ou femmes capables de prendre en charge l'un une ligne de spécialités étiquetées, l'autre une ligne d'un grand public à orientation cosmétique.

Responsable de son budget, le chef de produit assure la gestion financière, la planification et publicitaire, fixer les objectifs, superviser les ventes pour sa ligne de produits, assurer le lancement des produits nouveaux.

Le candidat devra posséder 3 à 5 ans d'expérience marketing acquise au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou en cosmétique. Il doit avoir de bonnes connaissances commerciales et un esprit d'équipe dynamique et fortement motivé.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération demandée sous la référence 4747/1 (pour le poste de chef de produit) et 72375/M (pour le poste de chef de produit grand public) (à mentionner sur l'enveloppe) à Christienne MONTEIL.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEFT CONSULTANTS  
1, RUE GANTON 75263 PARIS CEDEX 06



No 1 du travail temporaire

Dans le cadre de son expansion recherche pour compléter ses équipes sur PARIS et RÉGION PARISIENNE dont MANTES LA JOLIE

#### chefs d'agence

Ils seront responsables à part entière de la gestion d'une petite unité d'exploitation et devront assurer :

- la promotion de nos services auprès d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.
- le recrutement et l'assistanat d'un personnel ouvrier, technicien d'atelier et de chantier.

Ces postes conviendranno à des hommes de 28 ans minimum, possédant une solide formation technique et ayant exercé des fonctions technico-commerciales dans des entreprises industrielles.

Larges perspectives d'évolution assurées pour candidats de valeur grâce au développement permanent du Groupe, première centrale de services nationale.

- Formation rémunérée assurée.
- Véture nécessaire.
- Salaire fixe + remboursement frais de déplacement.

Adresser lettre manuscrite C.V., photo et présentation à ref. 6005 au Service Recrutement 7, avenue George V - 75008 PARIS

#### benson

Machines à dessiner automatiques, périphériques d'ordinateurs, recherche

#### INGENIEURS COMMERCIAUX

France - Export

Ils seront chargés de promouvoir la vente, soit en France - Paris ou Province -, soit à l'étranger, d'une gamme originale d'équipements périphériques pour ordinateurs.

Ces postes s'adressent à des femmes ou à des hommes, possédant une expérience réussie dans la vente de biens industriels, connaissant les systèmes informatiques. Pour les postes parisiens, formation appréciée dans le domaine de la mécanique, de l'électronique ou du bâtiment.

Pour les postes de province, lieu de résidence souhaité : LYON ou RENNES. Pour l'exportation, grande disponibilité nécessaire pour de nombreux déplacements à l'étranger (connaissance de l'anglais courant exigée).

Adresser CV détaillé à la Direction du Personnel - Z.I. des Petites Haies - 1, rue Jean-Lemoine 94015 CRETEIL

GERER, PROSPECTER, NEGOCIER, CONCLURE constituent l'essentiel de la fonction de nos

#### INGENIEURS COMMERCIAUX

SYSTÈMES DE GESTION

Votre mission, si vous choisissez de rejoindre l'équipe OLIVETTI à PARIS ou en PROVINCE, sera double :

- gérer un portefeuille clients
- intéresser de nouvelles entreprises pour lesquelles vous établirez un diagnostic complet des besoins en matière de traitement de l'information, prévoirez et proposerez des solutions adaptées, la finalité de la négociation étant la vente des matériels correspondants.

Si vous aimez gérer, proscrire, négocier et conclure des affaires,

Si vous êtes diplômé d'une ESC, Adresser votre candidature sous référence Ga

OLIVETTI-France - DPRH - 91 rue du Faubourg

Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Une première expérience commerciale, sans être indispensable, serait très appréciée.

olivetti

HAVAS CONTACT

Filiale d'un Groupe international, nous avons acquis une grande notoriété dans le domaine des TECHNIQUES VOIE.

Nous cherchons un Ingénieur âgé de 28 ans minimum. Outre des solides connaissances en Physique, il aura deux ou trois ans d'expérience technico-commerciale ou scientifique, une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais.

Il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de matériels concernant le cryogénie, l'ultravide, l'analyse de gaz. L'activité, basée à Paris, impliquera des déplacements de courte durée dans toute le France. Un stage de formation est assuré.

Envoyer sous réf. M 3895 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

#### INGENIEUR D'AFFAIRES

Filiale d'un Groupe international, nous avons acquis une grande notoriété dans le domaine des TECHNIQUES VOIE.

Nous cherchons un Ingénieur âgé de 28 ans minimum. Outre des solides connaissances en Physique, il aura deux ou trois ans d'expérience technico-commerciale ou scientifique, une bonne maîtrise de l'allemand ou de l'anglais.

Il sera responsable du développement des ventes d'une gamme de matériels concernant le cryogénie, l'ultravide, l'analyse de gaz. L'activité, basée à Paris, impliquera des déplacements de courte durée dans toute le France. Un stage de formation est assuré.

Envoyer sous réf. M 3895 à Hélène REFREGIER, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GISERTI

49, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS

SELECTION

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE PARIS

RECRUTE pour son département chargé des domaines de gestio

l'analyse et de l'optimisation des contrats liés à la réalisation d'importants investissements industriels

#### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE DÉBUTANT

Possédant une formation complémentaire juridique ou de gestion.

Langue anglaise (lue, écrite, parlée) indispensable.

Ce poste implique des déplacements de longue durée à l'étranger.

Adr. candidature. C.V., photo, présent. à p. 4 4813.

S PER AR PUBLICITE

12, rue Jean-Jaurès - 92807 Puteaux qui transm.

#### JEUNE X, CENTRALE, A et M

Un important groupe pétrolier français aux activités diversifiées propose à son JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE X, Centrale, A et M de commencer sa carrière ou raffinerie dans un poste d'Exploitation.

Il pourra ensuite évoluer vers d'autres fonctions au sein de Groupe en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V., photo et présentation sous réf. 2155-M à ICA, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising

3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

#### GRANDE BANQUE PRIVÉE

recherche pour son réseau d'Agences, de

futurs cadres

ayant une vocation commerciale affirmée et une formation supérieure

• une préférence sera accordée aux diplômés des écoles Supérieures de Commerce, possédant anglais et âgés de 24 ans environ.

• à l'issue d'une année de formation, les stagiaires pourront être affectés dans n'importe quelle grande ville française.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo sous référence M 612 6

SOFAC

11, rue Troyon - 75017 Paris.

Toute candidature à laquelle aucune réponse n'aura été donnée dans un délai de 3 semaines, devra être considérée comme non retenue.

#### ÉDITEUR PHONOGRAPHIQUE INTERNATIONAL

recherche

#### CHEF DE VENTE

Paris et Région Parisienne

Souscrit par cette branche, mais également appartenir au contact et envoi de gestion.

Il devra s'intégrer rapidement à une équipe très compétente qu'il devra émuler et assister dans le réalisation de ses objectifs.

Anglais courant. Possibilité d'évolution.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

THIVILLIER DARRAS (330), Mme LAMY

104, r du Faubourg-Saint-Honoré, Paris (8<sup>e</sup>), qui tr.

#### RECHERCHANT AU 1<sup>er</sup> FEVRIER UN VENDEUR

Minimum 28 ans, EXPERIENCES EN EXPORTATION DE PRODUITS SIDERURGIQUES ET NÉGOCE INTERNATIONAL.

— PARLANT PARFAITEMENT ANGLAIS.

— CONNAISSANCE DE L'ALLEMAND APPRÉCIÉE.

— PÉVOIR DÉPLACEMENTS À L'ÉTRANGER.

SIEGE PARIS

Envoyer C.V. et présentation à SEREX FRANCE

49, rue des Mathurins, — 75008 PARIS.

**MATRA**  
recherche pour sa division équipements électroniques  
**INGENIEUR ELECTRONICIEN**  
Grandes Ecoles

(E.S.E. — ENSERG — ENSEEIHT...)

Il a une responsabilité d'étude et de développement en laboratoire de systèmes avec microprocesseur.

Ce poste concerne un ingénieur ayant une expérience de 2 à 3 ans des micro-processeurs.

Connaissances en calculateur temps réel souhaitées.

Adresser CV, rémunération souhaitée en indiquant le référence NK 241

MATRA

à Monsieur KORFAN

BP N°1 - 78140 VELIZY

Importante Société

INDUSTRIE ELECTRONIQUE

recherche pour régions parisienne et province

#### ASSISTANTES SOCIALES

avec diplôme d'Etat INFIRMIÈRE

Océanique et publicité

22300 LEVALLOIS-PERRET.

Chercher avec C.V. sous référence 3844 à :

QZ organisation et publicité

22300 LEVALLOIS-PERRET.

مكتبة من الأصل



# ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	49,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PRDP. COMM. CAPITAUX	60,00	61,62

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

## offres d'emploi

**Important Groupe Industriel**  
Région Parisienne  
recherche pour son  
DEPARTEMENT AUTOMOBILE

**INGÉNIUR**  
**ÉLECTRO-MÉCANICIEN**

SEUPLEC, A. et M., etc...  
Au moins 5 ans d'expérience : Services Méthodes ou Services Essais pour fabrication produits très précis et/ou Exigences techniques non féroces et matières thermoplastiques.  
Adresser C.V. photo et présentations à n° 42.375, CONTESSA Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>e</sup>), qui transmettra.

**IMPORTANTE SOCIETE PARIS (9<sup>e</sup>)**  
équipée d'un IBM 370/128 DOS/V/S temps réel  
base de données recherche

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

Expérience pratique du PLI d'un à deux ans  
Formation D.U.T. ou équivalent  
Connaissances WARNIER appréciées  
Bâlage 4.000 F / 13

Adresser C.V. détaillé sous ref. 6.002 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

**COMPAGNIE D'ASSURANCES**

Centre de Paris

Matériel IBM 370 - VM/CMS - OS/VS 1

CICS/VSE - DL/I - VTAM/NCP - 37.900 recherche

**HOMME SYSTÈME**

connaissant tout ou partie des logiciels précités

**PROGRAMMEURS COBOL**

confirmés

Envoyer C.V. et présentations sous n° T 002.082 M à REGIS-PRESSE, 63 bis, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>).**spécialistes du recouvrement de créances commerciales**

(Hommes ou Femmes)

recherchés par entreprises secteur financier.

Postes sedentaires et mobiles.

Expérience indispensable.

Adresser C.V. et présentations sous référence 9630 à Axial Publ., 91, Fbg St-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**

## DIRECTION INFORMATIQUE

## SERVICE DES APPLICATIONS DE GESTION

recherche

**● 2 INGÉNIEURS**

Formation supérieure, 2 à 5 ans expérience.

**● 3 ANALYSTES - PROGRAMMEURS**

Niveau L.U.T., 2 à 5 ans expérience.

Pour participer à la conception et à la réalisation d'applications de gestion et à la maintenance sur gros matériels et mini-ordinateurs en batch et T.P.

Env. C.V. sous réf. 484 à Créations-Dauphine, 61, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Société ANGLO-SAXONNE implantée à PARIS SELON 17<sup>e</sup> recherche**1 ASSISTANT**

pour contrôleur financier.

Il devra si possible comprendre et parler anglais, être riche aux méthodes de gestion anglo-saxonnes.

Diplôme requis : D.E.C.S.

Ce poste est à pourvoir pour le mois d'avril pour au plus tard.

Env. C.V.-photo dans retour, et présent. n° 22.165 8 BLEU 17, rue Label, 92000 VINCENNES, qui transmettra.

Périodique Genie Clinique ch. technique plein travail administratif et usages apprécier. Ecr. C.V. S.Y. 51, rue Vivienne, Paris 2<sup>e</sup>.

SERVICE SOCIAL PRIVE, bens. Ouest Paris, recherche.

**ASSISTANTE SOCIALE**

Tél. pour rendez-vous : 204-07-76

Centre hospitalier Courbevoie, 30, rue Kiford (92), recrute

INTER-PERIODIQUE, D.E.

de jour et de nuit.

Tél. : 78-63-33.

Société expertise comparée

ABIKAN recherche

DEUX COLLABORATEURS

bureau CERTIFICAT

SUPERIEUR

CONTRAT

HAUTEMENT QUALIFIÉS

15ème étage, PARIS 9<sup>e</sup>

Adresser C.V. photo et présent. sous n° 1.868 à INTER P.A., B.P. 200, 75009 Paris Cedex 02, qui transmettra.

**ANNONCES CLASSEES**

## offres d'emploi

## formation profession.

## formation profession.

## offres d'emploi

## formation profession.



**Le Monde**

# régions

**Midi-Pyrénées****Un constat avant le grand rendez-vous du POS****TOULOUSE MALADE DE L'AUTOMOBILE**

De notre envoyée spéciale

Toulouse. — Au pont des Demoiselles, à Toulouse, un seul piéton est tombé. Les autres sont sauvés. Les engins de travaux sont restés au garage. On ne construit pas — en tout cas pas maintenant — le passage sous le pont qui aurait évité les embouteillages aux heures de pointe. « Pour une pluie de voix écologiques, le moins a reculé », dit un des animateurs du comité de défense, victorieux après une nuit d'occupation sur les berges du canal. Et les ingénieurs de l'équipement, déjà traumatisés par les retours successifs de l'autoroute dans le canal et des voies rapides sur les berges de la Garonne, se retranchent ostensiblement derrière les « décisions des élus ».

L'affaire du canal n'est qu'un épisode, mais elle traduit l'atmosphère passionnée dans laquelle on discute depuis trois mois à Toulouse des questions d'urbanisme. La ville a été soudain saisie par la fièvre du POS, le plan d'occupation des sols, que les techniciens préparent depuis des mois et même des années et qui n'a fait ses sorties publiques et politiques qu'à la rentrée. Depuis, réunions,

qui dénoncent les aspects fallacieux de la consultation : vagues et tardif questionnaire dans le bulletin municipal, communication aux élus des documents préparatoires au compte-gouttes pour le périphérique et bleus pour les quartiers centraux. De son côté, M. Hersant affirme que les documents préparatoires sont déposés dans chaque mairie annexe et qu'ils ont été envoyés aux comités de quartier.

Pourtant les études sont en cours depuis longtemps. Elles ont été confiées à deux organismes distincts, ce qui ne facilite peut-être pas les choses : l'atelier municipal d'urbanisme qui dépend directement de la mairie et est chargé des quartiers centraux et les secteurs périphériques ont été confiés à l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (AUAT). Celle-ci est financée à la fois par l'Etat et les collectivités locales, mais elle ne dépend d'aucun organe d'agglomération puisque Toulouse malgré sa taille n'a ni district ni communauté

économique. Toutouze est engluée dans la marée automobile : plus d'une voiture par famille. Les Toulousains habitent moins le centre (sa population est tombée de cinquante à trente mille habitants en vingt-six ans), mais ils continuent d'y venir chaque jour : environ 40 % des employés vivent entre le canal et la Garonne. Le réseau d'autobus — moins fourni que celui des tramways — n'avait guère de succès certains ont été aménagés et 5 kilomètres de couloirs ont été tracés. Pourtant les bus circulent mal, et plus de 80 % des déplacements se font en voiture particulière. La ville s'est laissée enfermer dans un espace urbain de pavillons et de grands ensembles, ayant que solent les grandes voies d'accès. Aujourd'hui, chaque fois qu'on veut donner un coup de pioche, les expri-positions et les futurs riverains protestent vigoureusement.

**Trois cercles concentriques autour du centre**

« Toulouse est un gros village. Depuis longtemps, ces messieurs de l'équipement nourrissent une grande idée : faire de ce village une ville. Ils ont dessiné trois cercles concentriques : les boulevards, le canal et la rocade extérieure. En refusant, on 1972, l'autoroute dans le lit du canal, la mairie a cassé ce joli schéma. Depuis c'est la confusion et l'épreuve de force. » Cette analyse est faite par M. Jean-Pierre Amalric, secrétaire du comité Cadre de vie de la section socialiste de Toulouse.

« On ne peut tout de même pas arrêter tous les chantiers », rétorquent les Ingénieurs de l'équipement qui revendentiquent la possibilité d'inscrire les tracés sur les plans pour préparer l'avenir. « Si l'on voit qu'en a été trompé, on pourra toujours abandonner les projets. » En attendant, la situation est bloquée. Après avoir refusé l'autoroute dans le canal et les voies sur les berges de la Garonne, M. Pierre Baudis (appelé P.R.) vient de renoncer aux travaux du pont des Demoiselles sous la pression des écologistes et des socialistes, qui voyaient une amorce de l'aménagement des ber-

ges. Enfin, personne ne peut dire si l'on construira le troisième tronçon de la rocade sud, contesté par les riverains, tandis que le second est en voie d'achèvement et débouchera sur une simple route nationale.

« Ce qu'il faudrait faire avant tout, c'est la rocade de la vallée de l'Hers », estime M. Guy Hersant, qui a même affiché ce mot d'ordre au-dessus de son bureau à la mairie. Mais elle est évaluée à 400 millions de francs alors que la rocade sud coûte 80 millions. « Vous comprenez que le choix est ample pour les riverains. »

Ainsi que l'autoroute Bordeaux-Narbonne (A 61) butera aux portes de l'agglomération d'ici deux ans, le rocade de la vallée de l'Hers, qui devrait logiquement permettre de contourner la ville, n'est même pas programmée et ne pourrait se faire, au mieux, que vers 1983. Pendant ce temps, les Ingénieurs s'efforcent de terminer le contournement par l'ouest, assuré pour l'instant par une simple voie rapide. Ce qui est, selon M. Amalric, « un défi à la géographie et à la géométrie ».

**Le tramway hors des dossiers ?**

D'autres choix sont-ils possibles ? Les projets existent en tout cas sur le papier. Plusieurs lignes de transport en commun en site propre, qui pourraient être un tramway sinon un métro souterrain, figurent sur le schéma directeur de Toulouse.

« Dans vingt ans, on en perdra encore », estime M. Alain Descatting, conseiller municipal communiste, membre de la commission d'urbanisme qui étudie le POS. « Il faut donner une véritable priorité aux transports en commun, reporter les parkings à la périphérie et arrêter les grands travaux de voirie à l'intérieur de la ville », proclament les élus socialistes et communistes et l'Union des communes du quartier (U.C.Q.). Avec des nuances. Les communautés soutiennent ainsi qu'il faudre « terminer la rocade » alors que les socialistes sont farouchement opposés au troisième tronçon. Tous sont d'accord pour réclamer en priorité le rocade de la vallée de l'Hers. « Il ne faut pas interdire la voiture, mais dissuader les usagers grâce à une véritable politique de transports en commun », explique M. Jean-Lucien Cabrol, conseiller socialiste, membre de la commission d'urbanisme.

« On gâtera — lors les terrains disponibles pour les espaces verts et les équipements de quartier », affirme M. Hersant et l'AUAT. A rebrousse dans les quartiers périphériques quelques 150 hectares de terrains qui pourraient être acquis pour 70 millions de francs environ. Même en même temps, ce sont les terrains disponibles dans la deuxième tran-

sition, à l'ouest de la ville, que vient d'acheter la ville à La Cayolle, au pied du massif de Marseilleveyre, où elles seront traitées.

La station pilote ainsi conçue pourra recevoir au mieux 10 % des effluves passant par le premier émissaire. Elle aura pour but de tester les procédés actuels d'épuration, préférence étant donnée sans doute au procédé physico-chimique qui a pourtant deux inconvénients majeurs :

un coût de fonctionnement deux fois plus élevé que celui d'une station biologique, et une production très importante de boue.

La construction de la station elle-même pose une série de problèmes complexes dont certains de caractère inédit en France. Le massif des Calanques étant classé depuis août 1975, certains éléments de l'ouvrage devront être enterrés, ce qui nécessitera le creusement de cavités souterraines représentant un volume de plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de roche. (Une étude géotechnique préliminaire a été confiée à la société du canal de Provence.) Une attention particulière devra également être apportée à la réalisation des voies d'accès et au réseau de transport d'énergie.

Les installations permettront de traiter les effluents de 1 500 000 équivalents-habitant (1 million d'habitants pour la pollution domestique et 500 000 équivalents-habitant pour la pollution industrielle). Or il

**Provence-Alpes-Côte-d'Azur****Début des travaux en 1978 ?****LE LONG CHEMIN DE LA STATION D'ÉPURATION DE MARSEILLE**

De notre correspondant régional

Marseille. — « Nous allons construire une station d'épuration simple, bon marché et qui sera mise en service rapidement », a affirmé il y a quelques jours, au conseil municipal, M. Gaston Defferre, maire (socialiste) de Marseille. Et d'ajouter à l'adresse du porte-parole des élus communistes qui avaient taxé ce budget d'austérité et de résignation à la budget primitif de la ville pour 1978 : « Je vous donne rendez-vous pour l'inauguration ; les promesses que nous avons faites nous les avons toujours tenues, et celle-là nous la tiendrons encore. »

Après avoir été la première ville de France à construire entre 1891 et 1896 un réseau d'égouts en système unitaire, Marseille ne veut pas rester la seule grande ville d'Europe à rejeter ses eaux usées directement à la mer. C'est dans sa séance du 14 novembre 1975 que le conseil municipal a décidé d'engager des études pour la construction d'une station d'épuration permettant de traiter tous les effluents domestiques et industriels de l'agglomération.

Cette réalisation était devenue, au fil des années, d'une absolue nécessité. Ainsi que l'ont montré, en effet, des études effectuées notamment par la station marine d'études et de recherche biologique et d'océanographie (CERBOM), la zone maritime polluée par les égouts de Marseille aborde du grand collecteur actuel dans la calanque de Cortiou s'est étendue depuis 1967 de façon exponentielle.

En 1974, la ville avait fait étudier la possibilité d'un rejet éloigné en mer, mais cette solution n'aurait pas évité le retour de la pollution vers le rivage. Les études qui viennent de commencer s'élèvent à 10 millions de francs, et 5 millions seront consacrés à la réalisation d'une station pilote. Il est prévu d'installer un dispositif d'essai de décantation dans une très grande chambre de dégrillage et de dessalement qui sera construite en 1977 en dérivation sur le premier émissaire au niveau du stade-vélodrome. Les boues obtenues seront transportées par une canalisation suivant la voute du premier émissaire dans une carrière de 3 hectares que vient d'acheter la ville à La Cayolle, au pied du massif de Marseilleveyre, où elles seront traitées.

La station pilote ainsi conçue pourra recevoir au mieux 10 % des effluves passant par le premier émissaire. Elle aura pour but de tester les procédés actuels d'épuration, préférence étant donnée sans doute au procédé physico-chimique qui a pourtant deux inconvénients majeurs : un coût de fonctionnement deux fois plus élevé que celui d'une station biologique, et une production très importante de boue.

La construction de la station elle-même pose une série de problèmes complexes dont certains de caractère inédit en France. Le massif des Calanques étant classé depuis août 1975, certains éléments de l'ouvrage devront être enterrés, ce qui nécessitera le creusement de cavités souterraines représentant un volume de plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes de roche. (Une étude géotechnique préliminaire a été confiée à la société du canal de Provence.) Une attention particulière devra également être apportée à la réalisation des voies d'accès et au réseau de transport d'énergie.

Les installations permettront de traiter les effluents de 1 500 000 équivalents-habitant (1 million d'habitants pour la pollution domestique et 500 000 équivalents-habitant pour la pollution industrielle). Or il

GUY PORTE

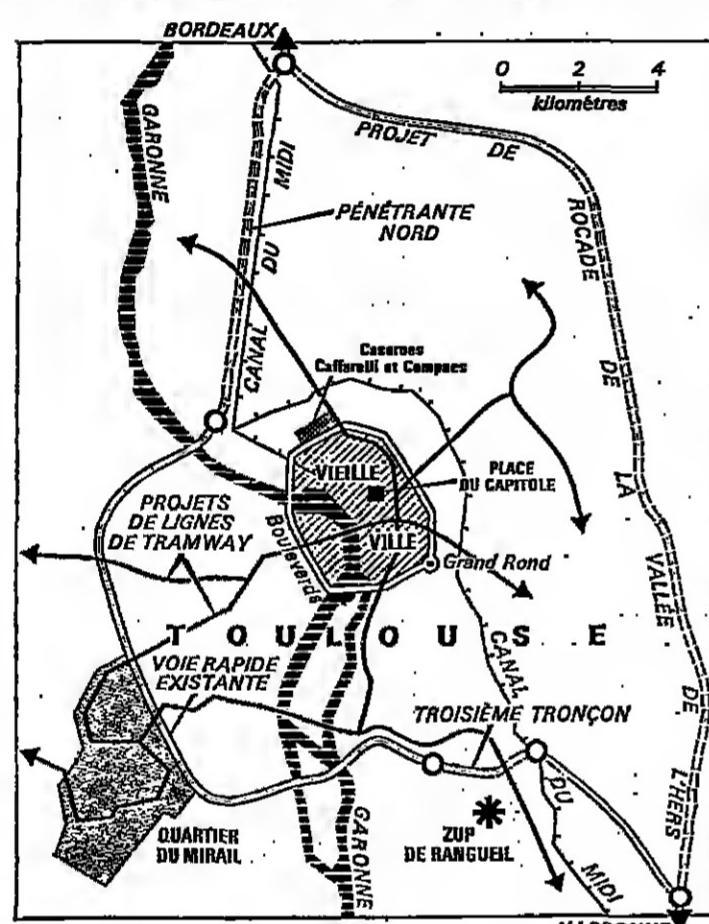
**MARSEILLE ET LES TRÉSORS DE L'« AUTRE CULTURE »**

Le CNRS a choisi Marseille pour y installer une antenne régionale du Centre d'ethnologie française et du Musée national des arts et traditions populaires, qui sera abritée dans l'hospice de la Vieille-Charité, monument du dix-septième siècle, planté au cœur du vieux Marseille, et qui fait l'objet d'une restauration complète.

C'est à Marseille aussi que va être organisée une étude sur les relations interculturelles et interculturelles dans l'espace urbain, qui permettra d'observer « à chaud », dans des lieux d'échanges sociaux (cafés, marchés, places), comment cohabitent les différentes cultures et langues.

Autre projet qui pourrait à l'occasion revêtir, dans un deuxième temps, une ampleur nationale : le recueil — de la marche — d'une partie des voies de circulation, celle des contenus — des trésors des coutumes et légendes qui constituent un patrimoine culturel spécifique régional. A Nous voulons, explique M. Jacques Laroix, ethnologue et sociologue de trente ans, devenir les conservateurs et les diffuseurs de ce patrimoine, et nous devons nous appuyer auprès du public, qui s'agit là de ses propres racines ancrées dans une « culture alternative » qui n'a rien d'inférieur à la culture officielle. »

J. C.









# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2. IDEES

— LES NOUVEAUX PHILOSPHERES : « Pourrir et puisance », point de vue de Bertrand Renouvin ; « Jusqu'où le droit à l'erreur ? », par Juliette Minces.

### 3. DIPLOMATIE

— La crise du Sahara occidental.

### 4. EUROPE

### 4. PROCHE-ORIENT

### 5. AFRIQUE

— GUINÉE : M. Sekou Touré souhaite une « coopération sincère » avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire ; Libération des détenus politiques ?

### 5. AMÉRIQUES

— CHILI : Un quotidien espagnol publie la lettre d'un membre de la famille hostile au référendum du 4 janvier.

### 6. ASIE

— Le conflit Indo-chinois.

### 7. POLITIQUE

— La préparation des élections législatives.

— Point de vue : « Pourquoi ce silence ? », par Victor Leduc.

### 8. SOCIÉTÉ

— Protection contre certains régimes de détention.

— Les handicapés dans l'enseignement.

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

#### PAGES 9 ET 10

— L'avenir de la vie vers de nouvelles limites.

— POINT DE VUE : « La recherche française, un amer sujet de réflexion », par le professeur Gauthrat.

### 10. ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

— Face à son financement suffisant, la base antarctique française pourra être abandonnée.

### 11. SPORTS

— FOOTBALL : L'affaire du Paris-Saint-Germain.

### 11. LÉGION D'HONNEUR

### 11. DEFENSE

### 13 à 15. CULTURE

— EXPOSITIONS : Peintures de cœur dans le Japon du XVI<sup>e</sup> siècle ; Le virus au microscope.

— VARIÉTÉS : Guy Bedos, pied-noir et « rouge ».

### 24. RÉGIONS

— Tunisie : malade de l'automobile.

### 25-26. ÉCONOMIE

— Après l'accord sur la mensualisation : « Feu vert pour les contrôles médicaux pétroliers ? », par J.-J. Dupereux.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (23) — Aujourd'hui (23) ; Comment (11) ; Journal officiel (23) ; Méteorologie (23) ; Mots croisés (12) ; Bourre (37).

Le numéro du « Monde » daté 3 janvier 1978 a été tiré à 499 994 exemplaires.

**CERRUTI 1881**  
SOLDES ANNUELS  
HOMME et FEMME  
4-5-6-7 Janvier  
27, RUE ROYALE - PARIS 8e

A B C D E F G

## LA POLÉMIQUE SUR LE VOTE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

**Je ne vois pas où est la fraude**  
répond M. Delmas (P.R.) à M. Frèche (P.S.)

De notre correspondant

Montpellier. — Commentant la décision prise vendredi 30 décembre par M. Georges Frèche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, de saisir la justice au sujet de l'usage abusif fait par les services diplomatiques et consulaires de la loi du 19 juillet 1977 (« Le Monde » daté 1<sup>er</sup> janvier), M. François Delmas, député socialiste, a déclaré : « Les Français de l'étranger ont été facilement incités à voter pour leur intérêt. »

M. PAUL D'ORMANO (rép. ind.) : nos ambassadeurs et nos consuls sont absolument neutres.

Interrogé lundi 2 janvier au micro de France-Inter, M. Paul d'Ornano, sénateur (Union des républicains et des indépendants) représentant les Français résidant à l'étranger, a estimé que les accusations portées par l'opposition ne sont pas fondées. Il a déclaré : « J'ai uniquement déclaré que les électeurs français de l'étranger pourront voter pour leur intérêt. »

Envoquant les demandes d'inscription sur les listes électorales arrivant « par paquets dans les circonscriptions réputées difficiles pour la majorité », M. François Delmas a ajouté : « Cela servira peut-être que celles-ci sont « à la fois des Français de l'étranger qui veulent voter pour ou contre tel ou tel parti politique, un point c'est tout. L'administration n'a rien à voir là-dessus », a-t-il conclu.

M. François Delmas a conclu : « Qui me soit permis de rappeler que, avant les dernières élections municipales, de très nombreux étudiants (non originaires de Montpellier, mais y résidant) se sont, sur les conseils de leurs professeurs, inscrits sur les listes électorales, sans inscription, pour voter pour leur école. L'électeur a-t-il, devant ce résultat, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'enseignement, ou le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'enseignement ? »

(1) M. Louis de Guinchard, ministre des affaires étrangères, a déclaré, lundi soir 29 décembre, que « les partis du programme commun » avaient tenu à Dakar une réunion pour « recommander » aux Français résidant à l'étranger de voter dans leur circonscription nominative.

En réponse, le parti communiste avait opposé, dans l'« Humanité », une motion de protestation catégorique à cette information, dont le caractère fantaisiste ajoutait-il, devrait suffire à démontrer qu'il n'y a pas eu de fraude.

Il a été rappelé que M. François Delmas, à l'origine, avait fait depuis un certain temps.

Le conflit du Sahara occidental

**L'ARRIVÉE DE RENFORTS PORTE LE NOMBRE DES MILITAIRES MAROCAINS À PLUS DE SIX MILLE HOMMES**

Nouakchott (A.E.P.) — Un bataillon de l'armée marocaine, soit six cents hommes, vient d'arriver à Akjoujt (6 000 habitants), centre économique important de la Mauritanie, située à 350 kilomètres au nord-est de Nouakchott. A-t-on appris, lundi 2 janvier, alors qu'il était déjà dans la capitale mauritanienne. C'est à Akjoujt que se trouve le gisement de cuivre de la Mauritanie, qui constitue, avec le minerai de fer extrait à Zouerate, la principale exportation du pays.

L'arrivée d'un bataillon marocain à Akjoujt porte à plus de 3 000 mille le nombre des soldats marocains déployés dans le territoire marocain. En effet, deux mille huit cents Marocains stationnent actuellement dans l'extrême nord du pays, à Dakhla à Bir-Moghrine et à Aïn-Ben-Tili, deux mille quatre cents sont installés à Zouerate ainsi que le long de la voie ferrée Nouadhibou-Zouerate, et six cents sont arrivés récemment à Akjoujt.

Le coût de l'ouvrage d'or, à Londres, a bondi de 164 dollars à 188,59 dollars.

Les incidents de la place Saint-Michel surviennent dans la nuit de la Saint-Sylvestre ont entraîné la comparaison en flagrant délit de six jeunes gens, lundi 2 janvier, à la 23<sup>e</sup> chambre d'arrondissement de Paris, devant M. Abdellah Amara, dix-huit ans, d'origine algérienne, pionnier en chômage, a été renvoyé au 20 février et le prévenu a été remis en liberté. Pour le vol d'une chemise dans une vitrine dont la glace avait été brisée, M. Philippe Mille, dix-neuf ans, a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis.

D'après lui, un accrochage a eu lieu le 27 décembre dernier, deux colonnes marocaines et sahraouies « en déplacement » près de la localité de Aïn-Ben-Tili.

Pour violences à agents, ont été condamnés : MM. Philippe Plaçanet, dix-neuf ans, déserteur (six mois d'emprisonnement, dont cinq avec sursis) ; Mohamed Chenaoui, vingt et un ans, Tunisiens et Ramael à Kadache, vingt ans, d'origine algérienne (quinze mois d'emprisonnement, dont dix-sept mois et deux jours fermes) ; Jean-Michel Piquet, dix-neuf ans, vendeur intérimaire (vingt jours d'emprisonnement).

Un jeune meurtrier âgé de dix-sept ans a été suivi par pendaison lundi 2 janvier, dans la cellule de la maison d'arrêt de Nîmes, où il était détenu. Il avait assassiné puis tué à coups de couteau le 10 décembre 1977, à Aigues-Mortes, une jeune femme de vingt-huit ans. En 1977, quarante détenus se sont suicidés.

Souspells à partir du ... 27 F Cravates pure soie ... 29 F Pulls et écharpes cachemire

avec la garantie d'un maître tailleur COSTUMES MESURE

dans un choix de 3.000 draperies

à partir de 761 F Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4 Septembre, PARIS (9<sup>e</sup>)

Establishement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

• Sans interrompre votre activité professionnelle

• Attestation de fin d'études

• Autres cours : MARKETING, PRISE DE DECISIONS, FONCTION PERSONNEL, RELATIONS HUMAINES

Possibilité de prise en charge par l'employeur

14 rue Monsieur le Prince

75006 Paris (Métro Odéon)

Tél. 3-29.70.50

cnop.csse

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

—

&lt;p